

N° 168 - Juin 2025

DIASPORAS

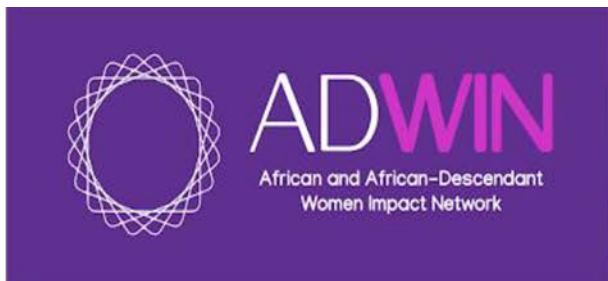
news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE



Présidentielle ivoirienne

LES QUATRE POIDS LOURDS ÉCARTÉS DU SCRUTIN



Quand les femmes se lèvent, c'est tout un continent qui avance

L'Afrique, avec ses femmes, ses descendantes et sa diaspora, prend pleinement sa place dans les bouleversements du monde.

Croissance démographique sans précédent. Révolution numérique fulgurante. Mutation économique accélérée. Crises climatiques à répétition. Chocs géopolitiques imprévisibles.

Au cœur de ces mutations, un formidable réservoir de talents reste encore sous-exploité :

La pleine contribution des femmes africaines et afro-descendantes — sur le continent et partout dans le monde — à la prospérité de nos sociétés.

Les chiffres sont implacables : moins de 10 % accèdent aux postes de direction, 30 % d'écart salarial persistent à compétences égales, moins de 1 % du capital-risque mondial est investi dans les entrepreneures noires alors que **l'Afrique détient le taux le plus élevé d'entrepreneuriat féminin au monde (26 %)**.

Et pourtant, le talent est là. L'énergie est là. La vision est là.

Ce qui manque, c'est l'accès.

C'est pour répondre à cette urgence systémique que nous avons fondé ADWIN – African and Descendant Women Impact Network – véritable changement de paradigme.

Nous refusons de réduire la place de ces femmes à un simple enjeu de réparation sociale.

Nous l'inscrivons au cœur des grands enjeux de souveraineté économique, de stabilité politique, d'innovation technologique et de prospérité partagée — sur tous les continents.

L'émancipation économique des femmes africaines et afrodescendantes n'est ni un supplément d'âme, ni une option.

C'est une condition de stabilité mondiale.

C'est une urgence pour la justice sociale.

C'est un levier de compétitivité pour toutes les économies.

Il acte un basculement générationnel et confère à ADWIN une légitimité politique, continentale et mondiale.

Nous nous sentons, ici, soutenues avec force et conviction par Madame Euphrasie Kouassi Yao, **conseillère spéciale auprès du Premier Ministre de Côte d'Ivoire, en charge des questions de genre et coordonnatrice du Compendium des Compétences Féminines de Côte d'Ivoire (COCOFCI)**.

Les 5 et 6 juin 2025, à Abidjan, au cœur du pays aujourd'hui classé champion africain de l'Égalité Femmes-Hommes par l'OCDE,

plus de 1 800 femmes venues de toute l'Afrique, des diasporas, des Amériques, d'Europe et des Caraïbes viendront poser ensemble la première pierre de ce chantier historique.

Autour de cinq piliers structurants :

- WinSkill : Former pour transformer.
- WinConfidence : Inspirer pour diriger.
- WinCapital : Financer pour accélérer.
- WinWell : Prospérer pour durer.
- WinHeritage : Transmettre pour bâtir.

Notre objectif est clair, ambitieux et mesurable : accompagner d'ici 2030 un million de femmes africaines et afro-descendantes, où qu'elles vivent, vers l'autonomie économique, le leadership et la création de valeur en proposant des solutions innovantes basées sur l'Intelligence Artificielle.

L'Afrique et ses diasporas n'ont pas besoin de sauveurs.

Elles ont besoin de partenaires visionnaires, de financements équitables, d'alliances audacieuses et d'investissements massifs dans leurs talents féminins et leur capital entrepreneurial.

Il n'y aura pas de prospérité africaine — ni de prospérité mondiale — sans les femmes africaines et afro-descendantes.

Les signataires, co-fondatrices d'ADWIN :

Elisabeth Moreno, Ancienne Ministre déléguée à l'Égalité femmes-hommes, à la Diversité et à l'Égalité des chances en France

George-Axelle Broussillon Matschinga, Experte Internationale en Management de la Diversité et Égalité femmes-hommes

Prescillia Avenel-Delpha, Experte en Marketing Digital et EdTech

Suivez ADWIN :

Instagram -LinkedIn
adwin.global

Contacts Presse :

Jean-Cyrille Bado : jcbado@chaireunesco-efpod.org

Eric Bazin : eb@lelab.info



DIASPORAS-NEWS

édité par DCS GROUP
Agence de Communication

Relations Publiques et Services

39, Rue Félix Faure
92700 COLOMBES - FRANCE

Site : www.diasporas-news.com
Tél. : +339 50 78 43 66
Mob. : +336 34 56 53 57
Fax : +339 55 78 43 66
contact@diasporas-news.com

Contact Publicité

+336 34 56 53 57
publicite@diasporas-news.com

Président Directeur de Publication

Thomas DE MESSE ZINSOU
redaction@diasporas-news.com

Conseiller du Président

Claire KATI COULIBALY

ont collaboré à ce numéro :

Lamine THIAM - Malick DAHO
Jean-Christophe PAGNI
Marie Inès BIBANG - Alain DOSSOU
Guy Florentin YAMEOGO
Kokouvi EKLOU

Directrice Marketing

Relations Publiques
Coura SENE-DIACK

Direction Artistique

Christ ZEADE

Représentant en Côte d'Ivoire

Richard KAUL MELEDJE

Représentante au Togo

Valérie ABOKI

Développement Région Rhône-Alpes

Dieudonné SOME WENS

Développement Rhône

Valentin G. SIKELY

Développement Hérault

Benjamin AKA

Développement Ile de France

BOZ

Développement Haute-Garonne

Sonia Barbara OTE

Développement Alpes-Maritimes

Christian BOUTILLIER

Dépôt Légal : à parution

ISSN : 2105-3928

Impression : en France

La reproduction totale ou partielle des articles, photos ou dessins publiés dans ce magazine, sauf accord préalable, est interdite, conformément à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et artistique. Les documents reçus deviennent propriété du magazine.

EDITO

Côte d'Ivoire : Les signes avant-coureurs d'une nouvelle fracture ?



La carte détaillée de la Côte d'Ivoire. (Ph: DR)

A lors que l'élection présidentielle d'octobre 2025 approche à grands pas, une sourde inquiétude monte dans le pays. Comme un parfum de déjà-vu. La Côte d'Ivoire, forte de ses avancées économiques et diplomatiques ces dernières années, semble glisser à nouveau vers une zone de turbulences politiques dont elle connaît pourtant trop bien les conséquences.

Il y a quinze ans, presque jour pour jour, les tensions politiques mal maîtrisées, la manipulation des identités, la défiance vis-à-vis des institutions électorales, et l'absence de dialogue sincère ont plongé le pays dans une crise post-électorale sanglante. Plus de 3 000 morts, des familles brisées, un tissu social écorché. Aujourd'hui, les ingrédients d'un scénario similaire semblent à nouveau réunis.

La Commission Électorale Indépendante (CEI), censée incarner la neutralité et la transparence du processus démocratique, fait déjà l'objet de contestations virulentes. Plusieurs partis de l'opposition dénoncent un déséquilibre dans sa composition et un manque de confiance dans sa capacité à garantir un scrutin crédible. Sans mécanisme consensuel, chaque annonce, chaque décision de la CEI risque d'être perçue comme un acte partisan, ce qui nourrit une dangereuse polarisation. La révision de

la liste électorale, réclamée par l'opposition, semble pour le moment lettre morte.

Le ton monte dans les discours politiques. La réconciliation nationale, tant promise depuis 2011, n'a jamais vraiment été achevée. Des acteurs majeurs de la vie politique sont encore écartés du jeu électoral ou vivent en exil, parfois sous le coup de mandats d'arrêt. L'amnistie sélective, l'absence de justice impartiale et le silence sur les crimes passés alimentent rancœurs et frustrations. Le plus inquiétant est sans doute cette mémoire blessée que l'on refuse de soigner. Car un pays qui ne fait pas face à son passé est condamné à le revivre.

Pendant que les élites s'échangent des invectives, une grande partie de la population, surtout la jeunesse, observe, frustrée, marginalisée. Le chômage de masse, l'accès inégal aux opportunités et la manipulation politique des jeunes à travers des milices ou mouvements de rue rappellent des pratiques d'un autre temps. Le terrain est donc fertile pour une radicalisation rapide. Il suffirait d'une étincelle pour embraser les frustrations accumulées.

Il n'est pas trop tard. Mais il est urgent. Les leaders politiques, toutes tendances confondues, ont une responsabilité historique : celle de désamorcer les tensions plutôt que de les instrumentaliser. Il faut oser le dialogue, sincère et inclusif. Il faut protéger la CEI de toute pression partisane. Il faut garantir l'accès équitable aux médias, à la justice et à la parole publique. Il faut rappeler que l'élection n'est pas une guerre. Le peuple ivoirien, lui, aspire à la paix, à la stabilité, au travail, à la dignité. Il a assez souffert.

À l'approche de ce scrutin décisif, la Côte d'Ivoire doit choisir entre la mémoire et l'amnésie, entre la répétition et la réinvention. L'histoire donne des leçons. Encore faut-il vouloir les écouter.

Malick Daho



RD CONGO

JOSEPH KABILA,

L'homme à abattre

Pour la justice militaire, les infractions retenues contre l'ancien président Joseph Kabila sont graves.

En RD Congo, l'immunité sénatoriale de l'ancien président Joseph Kabila a été levée. Le Sénat a en effet voté, le 22 mai 2025 dans la soirée, à une large majorité la levée des immunités de l'ancien président, accusé par les autorités congolaises d'être complice de l'AFC/M23.

C'est par une écrasante majorité de 88 voix pour, trois abstentions et seulement cinq voix contre que les sénateurs congolais ont donné leur feu vert à la levée de l'immunité de l'ex-président Joseph Kabila, le 22 mai 2025, autorisant ainsi la justice militaire à engager des poursuites à son encontre. « Je prends acte de la décision du Sénat de lever mes immunités, a immédiatement réagi Joseph Kabila Kabange, sur son compte X. Ce geste, orchestré dans la précipitation et sans respect des équilibres institutionnels, n'est pas un acte de justice. C'est une manœuvre politique

désespérée, dans un contexte de panique généralisée au sommet de l'État. Je n'ai jamais fui mes responsabilités, ni devant le peuple, ni devant l'Histoire. Je n'ai pas besoin d'immunité pour faire face — mais ceux qui me désignent aujourd'hui comme cible devraient déjà réfléchir à ce qu'ils répondront demain. Car ce pays n'est pas amnésique. Il sait qui a construit, et il sait qui détruit. À ceux qui croient que lever mes immunités, c'est effacer leur échec : vous vous trompez. La vérité ne se vote pas. Elle s'impose. Et elle viendra ». Le mois dernier, le ministre de la Justice avait saisi la justice militaire afin d'engager des pour-

suites contre l'ancien chef de l'État et sénateur à vie « pour sa participation directe » au mouvement AFC/M23 dans le contexte d'intensification du conflit dans l'est de la RDC. Le procureur général de l'armée congolaise avait alors déposé une requête auprès du Sénat pour réclamer la levée de son immunité, l'accusant de « trahison, crimes de guerre, crimes contre l'humanité et participation à un mouvement insurrectionnel ».

Cette décision des sénateurs a immédiatement donné lieu à de nombreuses réactions dans la classe politique congolaise. Du côté de l'UDPS, si le sénateur Jules Lodi tient à préciser qu'elle

n'est pas un gage de culpabilité de Joseph Kabila, son collègue Jean Tshisekedi s'en réjouit considérant qu'il s'agit d'une mesure historique. Au premier qui rappelle que l'ancien président « n'est pas condamné (et) qu'il jouit de la présomption d'innocence » tout en précisant « qu'aucun Congolais n'est au-dessus des lois », le second répond que « les faits (reprochés à Joseph Kabila) sont très dangereux pour notre nation » avant d'ajouter : « Ils touchent au cœur tout Congolais. Nous sommes là pour prêcher l'exemple ».

Alain Dossou



Des proches de Kabila arrêtés

L'étau se resserre autour de Joseph Kabila. Certains de ses anciens proches ont été arrêtés : le général Pierre Banywesize, longtemps chef de la sécurité de l'ancien président, et Martin Kabwelulu, ex-ministre des Mines originaire du Katanga.

Selon la presse congolaise, des agents en civil et en treillis, ont fait irruption le 23 mai 2025 au domicile de Martin Kabwelulu, 77 ans, ancien ministre des Mines durant plus d'une décennie. L'opération s'est déroulée sans violence. Martin Kabwelulu a été conduit au Conseil national de cyberdéfense. Son épouse, ancienne députée, a brièvement été embarquée dans le même véhicule avant d'être relâchée pour regagner le domicile familial. D'après plusieurs sources sécuritaires, l'ancien ministre a été interrogé notamment au sujet de carrés miniers qui



Le général Pierre Banywesize, ex- chef de la sécurité de l'ancien président, et Martin Kabwelulu, ex-ministre des Mines sont aux arrêts. (Ph: DR)



appartiendraient à Joseph Kabila. Les autorités congolaises ont déjà évoqué la possibilité de saisir des biens liés à l'ancien président et à son entourage.

Autre arrestation, celle du général Pierre Banywesize. Selon des sources familiales, il se trouvait à Kinshasa pour solliciter une autorisation de soins à l'étranger. L'ancien chef de la garde rapprochée de Joseph Kabila est aujourd'hui commandant en second du secteur opérationnel du Haut-Uélé. À ce stade, le lieu et les conditions de sa détention restent inconnus.

A.D.

Les dessous d'un acharnement...

En exil depuis un an, l'ex-chef de l'Etat a multiplié les prises de parole pour dénoncer le « régime tyrannique » de son successeur, Félix Tshisekedi, incapable de contenir la crise sécuritaire dans l'est du pays.



Sur le plan national, Joseph Kabila s'est récemment rapproché de figures de l'opposition au grand dam de Félix Tshisekedi. (Ph: DR)

Ces dernières semaines, l'enchaînement des interventions publiques de Joseph Kabila ont soulevé des interrogations. Étaient-elles destinées à le poser en homme du recours alors que son successeur, Félix Tshisekedi, ne parvient pas à contenir la crise politique et sécuritaire provoquée par le réveil de la rébellion du Mouvement du 23-Mars (M23), conquérante dans l'extrême est du pays de-

puis trois ans et demi ?

La dernière sortie médiatique de Joseph Kabila, révélée le 8 avril 2025 par Jeune Afrique, n'est pas allée pas jusque-là. « *Après six ans de silence absolu, une année d'exil (dans plusieurs pays d'Afrique australe) et compte tenu de la dégradation du contexte sécuritaire, j'ai pris la résolution de rentrer sans délai afin de contribuer à la recherche de la solution* », a-t-il écrit dans

une lettre consultée par le mensuel. Il a expliqué avoir pris la décision de revenir au pays par sa « *partie orientale* » parce qu'il y a « *péril en la demeure* ».

Ces dernières semaines, Joseph Kabila s'est entretenu avec des chefs d'État en fonction, mais aussi avec d'anciens dirigeants africains. À certains, Joseph Kabila a adressé des correspondances dans lesquelles il partage sa lecture de la situation politique en RD Congo et de la crise sécuritaire dans la région des Grands Lacs. Depuis le début de cette année, il s'est notamment rendu à Nairobi où il a rencontré le président kényan William Ruto. Le contenu de leurs échanges n'a pas été rendu public. Plus tard, il a eu un tête-à-tête avec Olusegun Obasanjo, l'ancien président nigérian, co-facilitateur désigné par la Communauté d'Afrique de l'Est et la SADC. Obasanjo, qui entretient aussi des relations avec le président congolais Félix

Tshisekedi, s'était entretenu peu avant avec Massad Boulos et avait effectué un déplacement au Qatar pour rencontrer les médiateurs qatariens.

Sur le plan national, Joseph Kabila s'est récemment rapproché de figures de l'opposition. Pour la première fois, il a signé un communiqué commun avec Martin Fayulu. Il est également resté en contact avec Moïse Katumbi. Tous deux sont originaires du Katanga. Ensemble, ils plaident davantage pour l'organisation d'un processus de dialogue national au Congo afin d'aborder les causes profondes de la crise multidimensionnelle que traverse le pays. Ils soutiennent aussi l'initiative de dialogue prônée par les confessions religieuses, notamment les Églises catholique et protestante. En un mot, le retour de Joseph Kabila dans le jeu politique effraie Félix Tshisekedi...

A.D.



→ DOSSIER

Joseph Kabila à Goma en patron du M23 ?

Son immunité a été levée et la justice a été autorisée par le Sénat à le poursuivre pour, notamment, trahison et participation à un mouvement insurrectionnel. Les proches de Joseph Kabila précisent les rapports de Joseph Kabila avec le M23, tandis que le porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, a accusé Joseph Kabila de vouloir faire la guerre.

Depuis l'annonce de la présence de Joseph Kabila à Goma, le gouvernement congolais s'était abstenu de commenter. Mais le 27 mai 2025, le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, Patrick Muyaya, l'a accusé de vouloir faire la guerre. « Nous sommes dans un contexte démocratique où lui et son parti avaient fait le choix de ne pas participer aux élections.

Lorsque vous venez dire que vous allez mettre fin à la tyrannie, vous y mettez fin de quelle manière ? », interroge le ministre et porte-parole du gouvernement congolais. « Il faut dire aux compatriotes qui sont à Goma, aujourd'hui ou qui sont dans les autres parties sous occupation, le message qui leur est destiné, c'était : « Apprêtez-vous, on va faire la guerre ! » Il ne faut pas

se cacher. Et donc, lorsque je dis que c'est l'homme du passé, c'est justement ce passé-là dont les Congolais n'ont plus besoin : le passé de la guerre, le passé de la compromission de nos minerais, notamment avec le Rwanda, le passé de la corruption, le passé de la concussion ».

Quand Joseph Kabila était au pouvoir, il a combattu le M23. Comment se fait-il qu'aujourd'hui, le clan Kabila veuille s'allier avec ce même mouvement ? interroge l'ancien ambassadeur et ancien ministre congolais, proche collaborateur de Joseph Kabila, Kikaya Bin Karubi. « Nous avons combattu le M23 en son temps et les raisons qui ont poussé le M23 à prendre les armes en 2012 ne sont pas les mêmes que celles qui le pousse à prendre les armes aujourd'hui ».

A.D.



Les proches de Joseph Kabila assurent que l'ex-président congolais n'est pas à Goma pour prendre la tête de l'AFC-M23. (Ph : DR)

POLITIQUE » Cameroun

Les ambitions de Cabral Libii

Cabral Libii est le candidat officiel du Parti camerounais pour la réconciliation nationale (PCRN) à l'élection présidentielle d'octobre 2025. Il a été choisi par le bureau politique du PCRN et l'annonce a été faite au cours du congrès de son parti dans l'arrondissement de Nkolafamba, près de Yaoundé.

« Le bureau politique a siégé le 21 mai dernier après avoir lancé un appel à manifestation public à l'adresse de tous les militants qui souhaitaient briguer la magistrature suprême, a reçu les dossiers à conformément à nos textes, fait le tri et m'a accordé l'investiture », a d'emblée indiqué le candidat à la succession de Paul Biya au cours du congrès de son parti, le PCRN, dans l'arrondissement de Nkolafamba. Membre de l'Alliance pour une transition pacifique, Cabral Libii n'exclut toutefois d'inscrire sa candidature à la prochaine présidentielle dans le cadre d'une vaste coalition de l'opposition. D'ailleurs il y a quelques semaines il affirmait, sur le plateau de Tv5, l'urgence de faire une coalition de l'opposition.

« Avec son investiture en tant que candidat du PCRN pour l'élection présidentielle 2025, le Président National Hon. Cabral Libii a ouvert la voie à un nouveau chapitre de développement et de progrès lors du congrès en cours à NKOLAFAMBA. Nous sommes toujours présents et les travaux se poursuivent avec détermination », a posté l'Honorable Nourane Foster, députée PCRN sur les réseaux sociaux, soulignant l'enthousiasme et la détermination du parti.

« Après avoir parcouru le pays de part en part, nous formulons là (nous en sommes convaincus) des réponses aux attentes des Camerounais pour que le Cameroun se redresse, après quarante ans d'assombrisse-



Cabral Libii : « Le pays étouffe, c'est une chose que j'ai entendue. (Ph : DR)

ment et de déliquescence », déclare Cabral Libii. « Le programme va se jouer d'abord sur la démocratie. Le pays étouffe, c'est une chose que j'ai entendue. Et l'autre chose, c'est que les Camerounais souffrent énormément. Les Camerounais attendent un État qui puisse construire un hôpital. Les Camerounais attendent un État qui puisse former leurs enfants pour qu'ils soient aptes à œuvrer plus tard pour le redressement de leur pays et occuper la place que le Cameroun mérite dans le monde. Les Camerounais attendent un État qui les protège et qui leur donne la possibilité de faire éclore leurs talents ». Arrivé en troisième position de la présidentielle de 2018, Cabral Libii, s'apprête à vivre une deuxième élection pour la magistrature suprême malgré les querelles internes qui agitent son parti, le PCRN.

L.T.



Gabon « POLITIQUE

Ali Bongo, secrets d'un exil forcé en Angola

L'ancien président du Gabon, renversé en août 2023, qui était depuis près de deux ans en résidence surveillée à Libreville, est arrivé avec sa famille à Luanda, le 16 mai 2025. Retour sur plusieurs jours de tractations diplomatiques.

Libreville a gardé un mutisme total autour de l'exfiltration de la famille Bongo en Angola. Ceux qui ont détrôné la dynastie familiale républicaine des Bongo en place depuis 1967 n'ont fourni aucune explication, alors que la mère Sylvia et le fils Noureddin étaient incarcérés il y a peu encore, sous le coup de lourdes inculpations judiciaires, portant sur le dos une partie des errements de l'ancien régime.

L'Angola revendique la manœuvre. Ces « libérations font suite aux demandes formulées par le chef de l'Etat angolais, Joao Lourenço (...) auprès de son homologue gabonais, Brice Oligui Nguema », peut-on lire sur la page Facebook de la présidence angolaise. Le message est illustré de photos, datées du jeudi 15 mai à 23 h 30. Flash-back. Tandis que le dossier de l'incarcération des Bongo s'enlisait, tout s'est accéléré en l'espace de quinze jours. Mercredi 30 avril, deux semaines après l'élection de Brice Oligui Nguema, l'Union africaine a levé les sanctions qui pesaient sur le Gabon depuis deux ans. Le pays a été réintégré à l'institution, néanmoins cette dernière a, en même temps, adopté une résolution exigeant la libération de la famille Bongo.

Elle préconisait notamment « la libération immédiate et la garantie des droits humains, de l'intégrité personnelle, de la sécurité et de la santé de l'ancien président Ali Bongo Ondimba, des membres de sa famille et des membres de son ancien gouvernement ».

D'après une source politique, « cette résolution a fortement pesé sur la décision de libérer Sylvia et Noureddin de leurs cellules ». Mais la décision aurait



Après des mois de détention et de négociations, Ali Bongo a été exfiltré à Luanda grâce à Joao Lourenço. (Ph : DR)

été scellée par l'état de santé préoccupant des membres de la famille qui avait commencé une grève de la faim quelques jours après l'élection présidentielle au Gabon, mi-avril. D'après les informations collectées à Libreville, Noureddin, âgé de 33 ans, souffrirait d'un tympan perforé à la suite de tabassage. Sylvia, âgée de 62 ans, aurait perdu régulièrement connaissance ces derniers jours. De retour dans la résidence familiale du quartier huppé de la Sablière, respectivement les 6 et 9 mai, la mère et le fils, désormais aux côtés du père, restaient encore sous surveillance militaire.

La venue à Libreville, le 12 mai 2025, de Joao Lourenço, président de l'Angolais, investi à la présidence tournante de l'Union africaine (UA) pour l'année 2025, apparaît aujourd'hui comme les préludes de l'exfiltration des Bongo hors des frontières du Gabon. La visite avait déjà une symbolique : le chef d'Etat angolais, qui avait refusé de recevoir le putschiste vis-à-vis des valeurs de l'UA, renouait

officiellement les liens avec son voisin.

Mais les deux chefs d'Etat s'étaient déjà rencontrés à Rome, en marge des obsèques du pape François, le 25 avril, avant même la réintégration du Gabon dans l'union. Un entretien qui, d'après l'entourage du président, aurait posé « les bases de la libération de la famille Bongo ». Effectivement, étant une des conditions immuables au retour du Gabon dans l'UA, Oligui Nguema a dû montrer qu'il irait dans le sens de l'Union africaine », affirme une source, sans que cela soit corroboré.

Les autorités gabonaises ont finalement communiqué par la voix du procureur général Eddy Minang, en fin de matinée, du 16 mai 2025. Elles ont indiqué qu'une « liberté provisoire » leur avait été accordée « en raison de leur état de santé devenu incompatible avec le milieu carcéral, selon leur médecin traitant ». Le procureur a assuré « que cette mesure n'interrompt nullement le cours normal de la procédure qui se poursuivra jusqu'à la te-

nue d'un procès équitable ».

Sylvia et Noureddin Bongo sont tous deux accusés de détournement de fonds publics, Sylvia Bongo étant notamment accusée de faux, de blanchiment d'argent et de falsification de documents. Pendant longtemps, Ali Bongo a condamné haut et fort ce qu'il a décrit comme les « violences et tortures » subies par sa femme et son fils, bien que les autorités aient nié les avoir soumis à des traitements cruels.

Au cours de leurs 14 années au pouvoir, la famille Bongo a été accusée d'avoir accumulé des richesses au détriment du pays, des allégations qu'elle dément. Bien que le Gabon soit un pays riche en pétrole, un tiers de sa population vit sous le seuil de pauvreté, selon l'ONU.

Signe du réchauffement des relations entre le Gabon et ses homologues continentaux, l'Union africaine a réadmis le pays au sein de son bloc à la fin du mois dernier, après sa suspension suite au coup d'Etat.

A.D



POLITIQUE » Tchad

Un avenir politique incertain pour Succès Masra

L'ancien Premier ministre et opposant Succès Masra, candidat malheureux à la présidentielle de 2024, a été placé en détention provisoire le 21 mai 2025 à la maison d'arrêt de Klessoum. Explications.

L'opposant et ancien premier ministre tchadien Succès Masra est accusé d'avoir véhiculé un « message haineux appelant à la révolte ». Son parti, les Transformateurs, appelle pour l'instant au calme. Arrêté le 16 mai 2025 en effet, le chef du parti d'opposition les Transformateurs est soupçonné par la justice d'« incitation à la haine, à la révolte, constitution et complicité de bandes armées ». Il est également accusé de « complicité d'assassinat, incendie volontaire et profanation de sépultures » lors des événements de Mandakao. Selon ses avocats Mes Oumdade Yagoua et Ngolé Mannro, Succès Masra, qui était en garde à vue depuis son arrestation, a été déféré au parquet puis devant un juge d'instruction avant d'être placé en détention provisoire par ce dernier. Les Transformateurs, le parti de Succès Masra, avaient évoqué dans un premier temps un « enlèvement » et diffusé un extrait d'une vidéo de caméra de surveillance montrant l'intéressé sortant de son domicile, encadré par plus d'une dizaine d'hommes en uniformes et armés. En effet, le 14 mai, 42 personnes « majoritairement des femmes et des enfants » ont été tuées à Mandakao, dans la région du Logone-Occidental (sud-ouest), dans un conflit intercommunautaire. La justice tchadienne soupçonne M. Masra d'avoir provoqué ce massacre.

« Cette implication présumée a incité la population à s'en prendre à une communauté résidant dans la même localité. Des messages ont circulé, notam-



Placé en détention provisoire, Succès Masra est dans des sales draps. (Ph: DR)

ment sur les réseaux sociaux, appelant la population à s'armer contre d'autres citoyens », avait déclaré le Procureur de la République, Oumar Mahamat Kedelaye. Dans une communication, le collectif des avocats représentant l'Etat tchadien a indiqué que M. Masra est le « principal auteur des faits » mais que 82 autres personnes ont été arrêtées pour les mêmes motifs. Un membre du parti Les Transformateurs de Masra, Sitack Yombatina, a rejeté ces accusations, déclarant que Masra, qui a dirigé le pays pendant cinq mois au début de l'année 2024, ne pouvait être tenu responsable de « l'incompétence du gouvernement à juguler les conflits intercommunautaires. » Le message audio mis en avant par la justice pour incriminer

M. Masra daterait de mai 2023 selon ses avocats. Suivant une traduction française de l'audio en langue Ngambaye, il est dit : « apprenons-nous les uns et les autres à utiliser une arme à feu. Que ce soit fille ou garçon, que ce soit femme ou homme... soyons tous des boucliers protecteurs ». Les conseils de Succès Masra affirment que cette déclaration, prononcée « dans un contexte précis avait fait l'objet du mandat d'arrêt international » contre leur client et qui « avait été levé en date du 02 novembre 2023, suite à un abandon des poursuites ». « Les Transformateurs expriment leur profonde préoccupation face à cette dérive totalitaire du système politico-judiciaire alors même que l'engagement du président Dr Masra en faveur de la

paix, du dialogue et de la justice est reconnu de tous ». Cette incarcération signera-t-elle pour autant la fin des ambitions politiques pour Succès Masra ? « Le pouvoir en place a fait une erreur stratégique, pense le chercheur Remadji Hoinathy. Arrêter un politicien au Tchad, c'est l'ériger en symbole de l'oppression et du mécontentement du peuple, cela remonte automatiquement sa cote de popularité ». Succès Masra, originaire du sud du pays, appartient à l'ethnie ngambaye et bénéficie d'une large popularité auprès des populations du sud à majorité chrétiennes et animistes, qui s'estiment souvent marginalisées par le régime de N'Djamena, majoritairement musulman.

Lamine Thiam

« PUBLI-REDACTION

La Côte d'Ivoire préside une session spéciale de l'IRSG à Singapour



Dans le cadre de la redynamisation de la faitière mondiale du Caoutchouc, une session spéciale des Chefs de délégations du Groupe d'Etude International sur le Caoutchouc (IRSG) a été présidée par SEM Aly TOURE (Côte d'Ivoire) le vendredi 23 mai 2025, à Singapour.

L'IRSG est un organisme intergouvernemental créé en 1944 afin de servir de plateforme de coopération et de discussions entre les pays qui importent et exportent aussi bien le caoutchouc naturel que synthétique.

A l'occasion de cette rencontre, les Chefs de délégation réunis au sein du Conseil du Groupe d'Etude International sur le Caoutchouc ont entamé une discussion sur l'avenir de l'organisation afin de la rendre plus performante et plus attractive pour les pays qui n'y ont pas encore adhéré.

En outre, des comités spécialisés tels que le Panel Consultatif de l'Industrie et le Comité économique et des statistiques de l'IRSG ont été mis à contribution. Au regard de son statut de leader africain du caoutchouc

naturel et troisième producteur mondial après la Thaïlande et l'Indonésie, la Côte d'Ivoire entend jouer toute sa partition relativement à la problématique du maintien de revenus durables pour les producteurs et l'adoption de mesures d'incitation à la poursuite de cette activité agricole.

En marge de cette session spéciale, ce fut l'occasion pour le Représentant Permanent de la Côte d'Ivoire de vendre la destination de son pays en vue de s'approvisionner en caoutchouc de haute qualité.

Enfin, c'est le lieu de rappeler que SICOM (Singapore Commodity Exchange) est un marché important pour le commerce du caoutchouc naturel.

Fait à Singapour le 23 mai 2025.

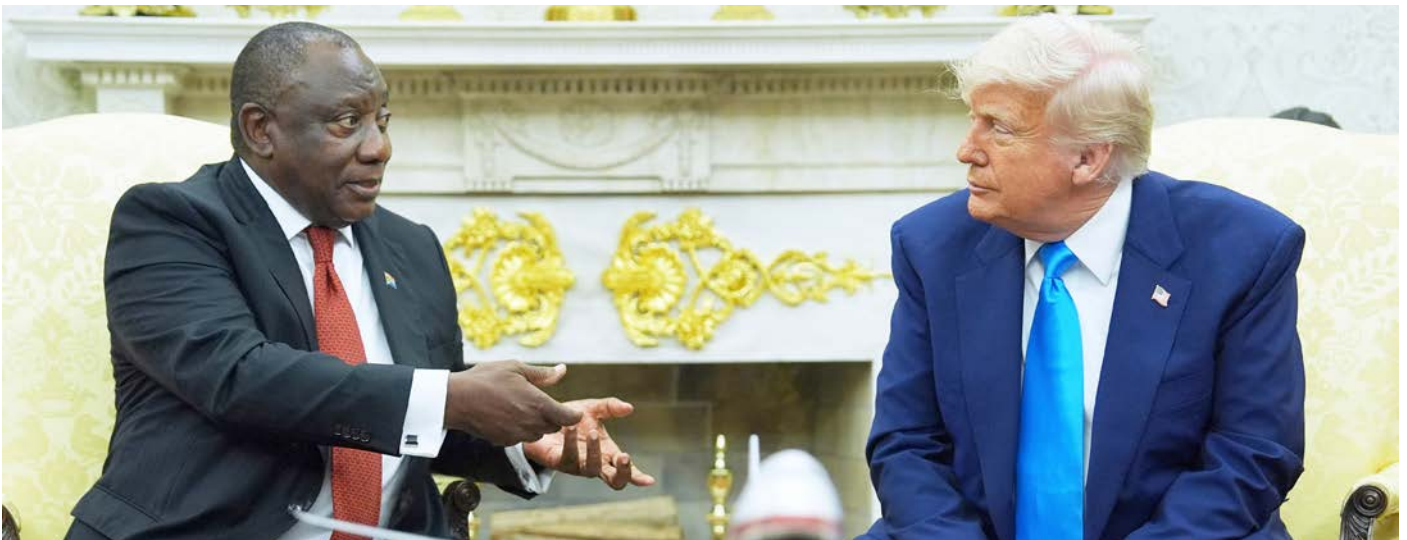
*Service de Communication de la Représentation
Permanente de la Côte d'Ivoire
Auprès des Organisations Internationales
de Produits de Base-LONDRES*

POLITIQUE » Coopération Nord-Sud



Donald Trump-Cyril Ramaphosa, c'est quoi le problème ?

Cyril Ramaphosa a séjourné à Washington le 21 mai 2025 pour rencontrer le président américain. Au-delà de la sécurisation de ses liens commerciaux avec les États-Unis, le pays de la pointe de l'Afrique voulait une mise au point sur les accusations fallacieuses de « génocide » des Blancs afrikaners, proférées par Donald Trump.



Lors d'un échange "stupéfiant" dans le Bureau oval de la Maison-Blanche, Donald Trump a sermonné le président sud-africain sur le prétendu "génocide blanc" en Afrique du Sud. (Ph: DR)

Donald Trump a transformé, le 21 mai 2025, le Bureau oval en un véritable piège, lors de sa rencontre avec le président sud-africain Cyril Ramaphosa. L'entretien, devant la presse, a commencé par des amabilités toutes diplomatiques. Puis le président américain a réclamé que l'on passe une vidéo de quatre minutes qui, selon lui, faisait la démonstration d'un pseudo « génocide blanc » en Afrique du Sud.

Sur l'écran, l'image d'une file de voitures garées de long d'un champ où l'on distingue des croix blanches : les véhicules, selon Donald Trump « des proches allant, j'imagine, un dimanche matin se recueillir » sur les tombes des « plus de 1000 fermiers blancs » enterrés...

Ambiance de cour d'assises, où le verdict était établi d'avance. Une vidéo diffusée, sans détails ni contexte, avec des discours xénophobes prononcés par Julius Malema, personnalité politique sud-africaine bruyante.

En février, l'aide américaine à l'attention de ce pays a été suspendue par décret présidentiel. En mars, l'ambassadeur sud-africain a été expulsé des États-Unis. Cyril Ramaphosa s'attendait donc à un « moment Zelensky », soit un sort similaire à celui subi dans le bureau Oval par le président ukrainien. Son traitement fut en réalité encore plus déplacé.

"Diplomate expérimenté, ancien négociateur en chef de Nelson Mandela lors des négociations visant à mettre fin au régime de la minorité blanche", le pré-

sident sud-africain "avait peine à dissimuler son malaise".

La chaîne américaine CNN souligne que toute l'opération était savamment "orchestrée, l'équipe de Trump ayant également imprimé des articles qu'il brandissait devant les caméras et qui, selon lui, soutenaient ses affirmations".

Mais M. Ramaphosa "a refusé de mordre à l'hameçon", conservant son "calme" et suggérant à son homologue de discuter de ces sujets "très calmement", note The Guardian. Un avis partagé par le Daily Maverick : "Ramaphosa a évidemment été surpris par la vidéo mais il a gardé son calme et son humour jusqu'à la fin", estime la presse sud-africaine.

Plus tard dans la journée, le président sud-africain a même cher-

ché à relativiser l'importance de l'épisode. "Dans l'ensemble, je pense que notre visite ici a été un grand succès", a-t-il affirmé. The Wall Street Journal rappelle que "depuis son retour au pouvoir en janvier, Trump a suspendu l'aide étrangère à l'Afrique du Sud", qu'il accuse de violation des droits de la minorité blanche du pays. Il a en outre "invité les Afrikaners, descendants de colons néerlandais, allemands et autres parlant l'afrikaans, à immigrer aux États-Unis en tant que réfugiés et à obtenir la citoyenneté grâce à une procédure accélérée. Un premier groupe de plusieurs dizaines d'Afrikaners est arrivé ce mois-ci", ajoute le quotidien économique.

Lamine Thiam



RD Congo « POLITIQUE

Martin Fayulu : « Nous vivons sans doute les heures les plus sombres de notre histoire »

L'opposant congolais Martin Fayulu ne cache plus son inquiétude. Dans un message diffusé le 2 juin 2025 sur les réseaux sociaux, il lance un « appel à la responsabilité ». Un message court, d'à peine trois minutes, comme une réponse à celui de l'ancien président Joseph Kabila diffusé une dizaine de jours plus tôt.



L'homme politique congolais, Martin Fayulu lance un « appel à la responsabilité » en RDC. (Ph: DR)

Et voilà Martin Fayulu ! Celui qui n'a pas sa langue dans sa poche agite le chiffon rouge. La situation est grave : « *Nous vivons sans doute les heures les plus sombres de notre histoire.* ». Et de s'alarmer d'une menace de « *balkanisation* » de la RD Congo, celle « *que l'on redoute depuis 1960* », année de l'indépendance du Congo-Kinshasa.

Martin Fayulu s'adresse alors à ceux qu'ils considèrent comme les responsables de la crise actuelle : Corneille Nangaa, Joseph Kabila et Félix Tshisekedi. Au premier, chef du groupe armé AFC/M23, il lui demande d'arrêter d'être « *complice des massacres* » estimant qu'« *aucune ambition ne vaut le prix de la souffrance de tout un peuple* ».

Concernant l'ancien président Kabila, qui a dirigé le pays de 2001 à 2019, Martin Fayulu l'interpelle sur sa présence à Goma, dans l'est de la RD Congo, perçue par lui comme « *une collaboration avec ceux qui déchirent notre pays* ». « *Le seul chemin vers la rédemption, c'est le dialogue, pas la compromission* », prévient celui qui était candidat aux présidentielles 2018 et 2023.

Quant au président Félix Tshisekedi, Martin Fayulu l'exhorte à « *ne pas laisser notre génération être celle qui aura vu le Congo se désintégrer* ». Et le patron de la formation Engagement pour la citoyenneté et le développement (Ecidé) lui tend la main : « *Je souhaite vous voir non pas pour une faveur mais pour une discussion directe* ».

Un appel, là encore, au dialogue. Son message a trouvé un écho favorable au sein du gouvernement qui a salué le « *patriotisme* » de l'opposant.

Un discours « *décevant* » pour le camp de Joseph Kabila qui doute désormais du statut d'opposant de Martin Fayulu. Le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie, le PPRD, regrette que celui-ci ait relayé les propos du pouvoir.

Ferdinand Kambere, secrétaire permanent adjoint du PPRD, déclare qu'« *un opposant ne doit pas tenir un tel discours* ». Selon lui, « *au contraire, la présence de Kabila dans cette zone a remis les choses à l'heure. La population de Goma se sent soulagée. C'est vraiment triste. Faut-il continuer à le classer comme op-*

posant ? ». Certains analystes, en revanche, estiment que le message de Martin Fayulu est plutôt une bonne initiative. C'est le cas du professeur Moïse Cifende Kaciko, enseignant à l'Université catholique de Bukavu, qui précise que ce message inspire trois objectifs nobles : « *Contre la balkanisation de notre pays, éviter le bradage des ressources naturelles congolaises pour qu'enfin, celles-ci profitent à notre peuple et enfin, arrêter le cycle des massacres de civils innocents et des souffrances que le fléau de la guerre cause à nos populations depuis trois décennies.* »

Le discours de Martin Fayulu Intervient surtout un mois après un appel au dialogue pour résoudre la crise dans l'est de la RDC.

Alain Dossou



POLITIQUE » Côte d'Ivoire : Présidentielle 2025, RLE, parrainage citoyen

D'importantes décisions prises par la Cei

Le président de la Commission électorale indépendante (Cei), Ibrahim Coulibaly-Kuibiert, s'est prononcé sur la Révision de la liste électorale (Rle 2024), et le parrainage citoyen obligatoire pour les candidats à l'élection présidentielle d'octobre 2025 en Côte d'Ivoire, le lundi 2 juin 2025 à Abidjan, au siège de l'institution. Cette conférence de presse est intervenue quelques heures après une réunion de la Commission centrale de la Cei au cours de laquelle elle a pris d'importantes décisions.

Le magistrat hors hiérarchie a annoncé que la Cei a arrêté la liste électorale définitive qui servira pour la présidentielle prévue le samedi 25 octobre 2025. Cette liste est consultable depuis le mercredi 4 juin 2025 sur le site en ligne de la Cei. « Les réclamations pertinentes, introduites au moyen de preuves et pièces justificatives, ont été prises en compte. Dès à présent et ce, conformément au dernier alinéa de l'article 11 du Code électoral qui prescrit que "la liste électorale est arrêtée définitivement après la fin du contentieux..." », a-t-il informé l'opinion nationale et internationale.

M. Coulibaly-Kuibiert a fait une précision sur le timing. « Initialement prévue pour être disponible autour du 20 juin (2025, Ndlr), la Commission électorale a dû travailler avec célérité, mais non sans la rigueur qui commande nos opérations, pour arrêter la présente liste électorale, ce jour (hier lundi, Ndlr), et surtout pour tenir compte des recommandations des partis politiques », a-t-il dit.

L'organe chargé d'organiser la présidentielle d'octobre 2025 a également donné des assurances sur la fiabilité de la liste électorale définitive. « Les imperfections qui sont substantielles et qui ont été portées à la connaissance de la Commission électorale, avec preuves à l'appui, comme nous l'avons dit plus haut, ont été cor-



Selon M. Coulibaly-Kuibiert, « la disponibilité de la liste électorale définitive achève le virage de la Rle et ouvre à présent la voie vers l'organisation du scrutin du 25 octobre 2025 » (Ph : DR)

rigées. Celles qui, sans être dénoncées, demeurent toujours sur la liste électorale, sont rendues inoffensives grâce à la biométrie qui les empêche d'affecter la sincérité du scrutin. Notre liste électorale 2024-2025 est donc fiable et crédible. Elle est prête. Elle peut servir à une élection crédible », a assuré le juriste.

Statistiques

La liste électorale définitive publiée le 4 juin, comprend « 8 727 431 » électeurs, soit « une hausse de 715 006 nouveaux électeurs (8,92%) ». Elle comporte « 4 508 948 » électeurs hommes, « soit 51,66 % », et « 4 218 483 » électeurs femmes, « soit 48,34 % ». « 11 906 » Lieux de vote (Lv) sont prévus pour la présidentielle d'octobre 2025, « soit 989 nouveaux Lv ». Par ailleurs, il y a « 25 678 » Bureaux de vote (Bv) enregistrés, « soit 2154 nouveaux Bv ».

PARRAINAGE CITOYEN

Sur la question du parrainage citoyen, le président de la Cei a indiqué que le processus sera lancé « à partir de fin juin » 2025. « D'ores et déjà, et conformément

à ses engagements, la Cei est heureuse de porter à l'attention des partis politiques et des potentiels candidats, qu'ils auront droit à environ trois mois pour la collecte des parrainages... sur la base de la liste électorale définitive, comme ils l'ont souhaité, au cours de nos rencontres », a-t-il ajouté, précisant que l'ouverture du dépôt des candidatures pour la présidentielle d'octobre se fera « à partir du 26 juillet » 2025.

RÉVISION DE LA LISTE ÉLECTORALE

En ce qui concerne la Révision de la liste électorale (Rle), le magistrat hors hiérarchie a été formel. « Vous constaterez avec nous qu'une opération de révision-mise à jour comporte en moyenne six à sept mois. Vous comprenez donc aisément l'impossibilité de conduire une autre opération de Révision de la liste électorale au risque de compromettre la tenue de l'élection du président de la République à la date constitutionnelle », a-t-il soutenu, en citant en exemple la Rle 2024 qui a démarré depuis le 19 octobre dernier.

L'homme de droit a, en outre, fait

un aveu. « À l'occasion du traitement du fichier électoral, j'avoue que la liste électorale est tributaire de son passé ; elle est tributaire de l'utilisation peu louable que nous faisons des actes de l'état civil, dans nos rapports quotidiens avec l'administration. Elle est également tributaire des accords politiques que nous avons signés à un moment donné. De ce fait, elle peut comporter des imperfections, mais c'est notre liste électorale qui retrace notre histoire commune. Il nous faut l'assumer », a-t-il lâché.

RADIATION DE THIAM, GBAGBO...

Sur la radiation des noms des leaders de l'opposition, dont Tidjane Thiam, président du Parti démocratique de Côte d'Ivoire - Rassemblement démocratique africain (Pdci-Rda), de la liste électorale définitive, le président de la Cei a tranché en ces termes : « La Commission électorale indépendante, bête et disciplinée, exécute les ordres de la justice, comme la loi le recommande ». Faut-il le rappeler, la justice ivoirienne, à travers une décision rendue le 22 avril 2025, a ordonné la radiation de Tidjane Thiam de la liste électorale. Quant à Laurent Gbagbo, candidat du Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire (Ppa-Ci) pour la présidentielle de 2025, son nom n'était déjà pas sur la précédente liste électorale du fait d'une décision de justice devenue définitive dans l'affaire dite du « braquage de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (Bceao) ». Ce dernier est dans le même cas que l'ex-président de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro, et le président du Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (Cojep), Charles Blé Goudé. Le président de la Cei a invité les parties prenantes au processus électoral et les populations à « la culture et la préservation du climat de paix et de stabilité » en Côte d'Ivoire.

Jean-Christophe PAGNI



Côte d'Ivoire : Présidentielle 2025 « POLITIQUE

La Cap-Ci répond au président de la Commission électorale indépendante

Simone Ehivet Gbagbo, porte-parole de la Coalition pour l'alternance pacifique en Côte d'Ivoire (Cap-Ci), a répondu, à travers une déclaration, au président de la Commission électorale indépendante (Cei), Ibrahime Coulibaly-Kuibiert, au lendemain de sa conférence de presse le lundi 2 juin 2025 à Abidjan-Cocody les II-Plateaux. La porte-parole de la Cap-Ci s'est exprimée au terme d'une réunion de la conférence des présidents de la coalition, mardi 3 juin 2025 au siège du Parti démocratique de Côte d'Ivoire - Rassemblement démocratique africain (Pd-ci-Rda), à Abidjan-Cocody.

« Les élections doivent se tenir dans notre pays. Elles doivent se tenir de façon pacifique dans notre pays. Elles doivent respecter la justice et l'équité. Mais pour que cela se fasse, il faut que le gouvernement s'engage dans une discussion avec l'opposition pour que tous ces sujets-là soient traités tranquillement, assis autour d'une table... Nous lançons encore ce dernier appel au gouvernement parce qu'il est important que le dialogue s'organise... Nous n'accepterons pas un passage en force », a déclaré la porte-parole de la Cap-Ci.

La réunion de la conférence des présidents avait pour objectif de faire le tour des questions relatives au meeting de la Cap-Ci qui s'est tenu le samedi 31 mai 2025 à la place Ficgaya de Yopougon. Un autre point concernait le développement de l'actualité socio-politique, notamment la sortie médiatique du président de la Cei ; le 2 juin. Ibrahime Coulibaly-Kuibiert s'est prononcé sur la Révision de la liste électorale (Rle 2024), et le parrainage citoyen obligatoire pour les candidats à l'élection présidentielle d'octobre 2025.

Simone Gbagbo a jugé inacceptable la sortie du président de la Cei. L'ex-Première dame a invité, une fois de plus, le gouverne-



Simone Ehivet Gbagbo, porte-parole de la Cap-Ci (au centre), a interpellé le gouvernement ivoirien et la Cei. (Ph: DR)

ment à organiser un dialogue politique inclusif. « Depuis le mois de mars 2024, nous réclamons la tenue d'un dialogue politique pour réformer le système électoral. Et jusque-là, nous n'avons pas reçu de réponse positive. Le lendemain de notre meeting de Yopougon Ficgaya, nous avons entendu la réponse de la Cei par le président Kuibiert lui-même. Cette réponse-là, elle ne peut même pas être acceptée », a-t-elle énoncé.

La porte-parole de la Cap-Ci a

souhaité que l'organisation de la présidentielle se fasse de façon consensuelle entre toutes les parties prenantes au processus. « Nous estimons que les élections doivent se faire dans des conditions révisées ensemble. Nous estimons que la liste électorale, elle doit être parfaite. Et eux-mêmes reconnaissent qu'il y a encore des anomalies dans la liste électorale. Donc, lorsque nous soulevons la question, ce n'est pas parce que nous voulons nous amuser », a-t-elle insisté.

La présidente du Mouvement des générations capables (Mgc) a mis l'accent sur la nécessité de tout faire pour aboutir à une présidentielle inclusive, apaisée et transparente. « Nous estimons que les conditions des élections ne sont pas réunies pour que nous ayons des élections tranquilles, des élections pacifiques dans notre pays. Nous ne pouvons donc pas accepter les réponses que vient de faire le président de la Cei », a-t-elle lancé.

Simone Gbagbo a émis des doutes sur la liste électorale qui sera rendue publique le mercredi 4 juin 2025, en plus des inquiétudes sur les conditions dans lesquelles se déroule le processus électoral. « Ils vont nous publier une liste dite définitive. Ils vont nous indiquer lorsque les élections doivent se dérouler. C'est une structure dans laquelle nous n'avons aucune confiance. Et bien que déterminés à aller à des élections, nous considérons que les conditions doivent être révisées avant que ces élections aient lieu », a-t-elle martelé.

J.C.PAGNI



La réunion de la conférence des présidents avait pour objectif de faire le tour des questions relatives au meeting de la Cap-Ci qui s'est tenu le samedi 31 mai 2025 à la place Ficgaya de Yopougon. (Ph: DR)



POLITIQUE » Processus électoral en Côte d'Ivoire

Tidjane Thiam s'en remet au Comité des droits de l'homme des Nations Unies



Le Pdcî-Rda porte le cas Tidjane Thiam devant le Comité des droits de l'homme des Nations Unies (Ph : DR)

Conformément aux droits et libertés consacrés par la Constitution de la République de Côte d'Ivoire et à la primauté que l'article 123 de cette dernière accorde aux traités ou accords régulièrement ratifiés, notamment le Pacte international sur les droits civils et politiques, Monsieur Cheick Tidjane Thiam, Président du Pdcî-Rda et candidat du Pdcî-Rda à la prochaine élection présidentielle du 25 octobre 2025, vient de saisir le Comité des droits de l'homme des Nations Unies qui est l'organe de surveillance du Pacte International sur les droits civils et politiques.

En effet, en l'absence de recours dans le droit interne ivoirien lui permettant de défendre utilement et efficacement ses droits civils et politiques qui ont été pourtant sévèrement limités par plusieurs décisions rendues récemment par des tribunaux ivoiriens, Monsieur Cheick Tidjane Thiam n'avait pas d'autre choix que de s'en remettre au Comité des droits de l'homme des Nations Unies dont l'État de Côte d'Ivoire a accepté la juridiction, en ratifiant le Protocole facultatif

se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le 05 mars 1997.

Il en résulte donc que la saisine dudit Comité s'inscrit dans l'esprit et la lettre de la Constitution ivoirienne qui intègre pleinement le Pacte International sur les droits civils et politiques dans le corpus juridique ivoirien, et ce, depuis sa ratification par l'État de Côte d'Ivoire, le 26 mars 1992.

En conséquence, le Pdcî-Rda appelle tous ses militantes et militants, l'ensemble des Ivoiriennes et Ivoiriens dans toutes les composantes de la diversité qui compose la nation ivoirienne, à rester mobilisés derrière l'espoir que représente le Président Cheick Tidjane Thiam pour une transformation profonde de la Côte d'Ivoire au bénéfice de tous.

Le Pdcî-Rda renouvelle son appel à la communauté internationale pour s'investir conséquemment pour l'organisation d'une élection présidentielle juste, en octobre 2025, qui soit inclusive, transparente et sans discrimination, pour éviter à la Côte d'Ivoire, un effondrement définitif de ses fondements et relever les facteurs clés de renforcement de la sécurité et de la stabilité de la sous-région Ouest Africaine.

Le Pdcî-Rda reste foncièrement attaché à la reconstruction d'une paix durable en Côte d'Ivoire par un dialogue inclusif franc et sincère dans le strict respect des droits fondamentaux de chacun de nos compatriotes.

Pour le Pdcî-Rda

Le Secrétaire Exécutif en chef Adjoint Chargé de la Communication

Kouassi Bredoumy Traoré

J.C. PAGNI

Alassane Ouattara, l'heure de vérité !

Le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) soutient la candidature d'Alassane Ouattara pour un 4^e mandat et lance sa machine électorale. Que décidera-t-il les 21 et 22 juin 2025, à la faveur du 2^e Congrès ordinaire de son parti ?



Jusqu'à présent Alassane Ouattara a déclaré être « désireux de continuer de servir » son pays... (Ph: DR)

À moins de cinq mois du rendez-vous fixé dans les urnes (25 octobre 2025), les cadres du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) sont en branle et ont rendez-vous les 21 et 22 juin 2025 pour un Congrès ordinaire. Si le parti présidentiel fait de l'actuel chef de l'État son « *candidat naturel* » pour l'élection, ce dernier ne s'est pas encore prononcé sur un éventuel quatrième mandat. Suspense... En janvier, le président de 83 ans avait déclaré vouloir « *continuer à servir son pays* » mais avait également affirmé avoir « *au moins une demi-douzaine* » de successeurs potentiels. Ses partisans (et notamment de nombreux ministres) labourent le terrain dans tout le pays depuis des mois en organisant régulièrement des meetings vantant le bilan du chef de l'État et appelant à sa candidature. Plus de 7000 militants sont attendus au Parc des exposi-

tions pour l'ouverture et plus de 60.000 personnes au Stade d'Ebimpé pour la clôture du 2^e Congrès ordinaire.

C'est à cette occasion que celui qui dirige la Côte d'Ivoire depuis avril 2011, annoncera s'il brigue un quatrième mandat ou non. Une chose est certaine, le poids de l'âge, la volonté de faire autre chose et, par-dessus tout, l'environnement qui est plus à l'alternance, au changement, pourraient peser dans la balance de la décision d'Alassane Ouattara de ne pas se présenter. Et même si la tendance est à une candidature d'Alassane Ouattara, ce n'est pas encore acté tant qu'il ne s'est pas exprimé.

Les opposants Laurent Gbagbo (PPA-CI), Guillaume Soro (GPS), Charles Blé Goudé (COJEP) et Tidjane Thiam (PDCI), frappés par des décisions de justice et toujours exclus de la liste électorale, restent pour le moment à quai. Jusqu'à quand ?

AD



Banque Africaine de Développement (BAD) « ECONOMIE

Sidi Ould Tah succède à Akinwumi Adesina

Le Mauritanien Sidi Ould Tah a été élu président de la Banque africaine de développement (BAD). Il succède au Nigérian Akinwumi Adesina et incarne une figure majeure de la finance de développement africaine. Le Conseil des gouverneurs de la BAD, composé notamment des ministres des Finances et de gouverneurs de Banques centrales, était réuni le 29 mai 2025 à Abidjan pour procéder au vote.

« Je remercie toutes mes sœurs et tous mes frères Mauritanien. Toutes mes sœurs et tous mes frères d'Afrique pour l'élan de solidarité qui a accompagné ma campagne. Mention spéciale pour ma team, qui a fait un travail remarquable depuis le début jusqu'à la fin », s'est félicité après son sacre, le 29 mai 2025 à Abidjan, siège de l'institution, Sidi Ould Tah.

Président de la Banque africaine de développement (BAD) pour les cinq prochaines années avec 76,18 % des voix (après trois tours de scrutin), ce polyglotte, à la fois francophone, anglophone et arabophone, entend agir selon quatre axes. D'abord innover dans les financements pour lever plus de capitaux au service du développement. Avec environ dix milliards de dollars d'engagements chaque année, la Banque est encore très loin de pouvoir répondre aux besoins des États en matière de financement. « Un euro dépensé par la BAD doit pouvoir en mobiliser dix », insiste-t-il. Sidi Ould Tah plaide pour cela pour une meilleure la coordination avec les autres institutions financières africaines, un point faible jusqu'à présent de la banque selon lui.

Jusqu'au dernier moment, celui qui était encore président de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (Badea) jusqu'en avril, a laissé planer le doute sur sa candidature.

Sa candidature a reçu le soutien de plusieurs pays membres, dont la Côte d'Ivoire, le Nigeria, la Tunisie, le Congo-Brazzaville, l'Italie et le Bénin.

Une fois son dossier déposé en janvier, Sidi Ould Tah a encore attendu de longues semaines avant de prendre publiquement la parole pour défendre son pro-



Sidi Ould Tah entrera en fonction le 1er septembre 2025. (Ph: DR)

gramme. Le temps de régler sa succession à la tête de la Badea, dont il a transféré le siège de Khartoum à Ryadh en 2023, en raison de la guerre qui fait rage au Soudan.

À 60 ans, cet économiste diplômé de l'Université de Nice a commencé sa carrière dans son pays en travaillant pour différentes structures publiques, dont le port de Nouakchott. À 31 ans, il connaît une première expérience internationale au sein de l'Autorité arabe pour l'investissement et le développement agricole, basée à Khartoum. Mais c'est son passage par la Banque islamique de développement (BID) en Arabie saoudite où il occupe notamment un poste de conseiller du président qui va faire décoller sa carrière. En 2008, de retour en Mauritanie, après avoir été conseiller à la présidence et à la primature, il est nommé ministre de l'Économie. Une période agitée dans son pays. Nommé par le président Sidi Ould Cheikh Abdallah-Hi, Sidi Ould Tah conserve son portefeuille après le coup d'État du général Mohamed Ould Abdel Aziz. Le natif de Mederdra, dans le sud de la Mauritanie, va alors rester sept ans au

gouvernement. Discret, il joue néanmoins un rôle important en maîtrisant l'inflation et en reconstituant, entre autres, les réserves de change du pays. Porté par les réalisations du premier mandat du président Ould Abdel Aziz, Sidi Ould Tah espère alors réduire fortement la pauvreté. En 2015, il quitte l'exécutif pour prendre la direction de la Badea. Cette institution, créée après le choc pétrolier par les pays arabes comme un outil d'influence, végète. Avec le soutien des fonds du Golfe, il va peu à peu la moderniser, améliorer les délais de décaissement des fonds et la vitesse d'examen des projets. En dix ans, il obtient des résultats remarquables. L'institution vient aussi en appui la Banque Ouest africaine de développement en rentrant à son capital.

Le Mauritanien souhaite aussi tirer profit de la démographie. Et pour cela, il entend insister sur la formalisation des économies. Enfin, comme son prédécesseur, il tentera d'aider à la construction des infrastructures nécessaires à l'industrialisation de l'Afrique. Sidi Ould Tah entrera en fonction le 1er septembre. Pour commencer son

mandat, il promet que les 100 premiers jours seront consacrés à des consultations de tous les partenaires de la banque (société civile, États, entreprises et secteur financier) afin de mieux répondre à leurs attentes. Une chose est certaine, son parcours illustre la capacité de l'Afrique à produire des leaders capables de transformer les institutions internationales de l'intérieur, au service d'un développement plus équitable et durable.

Mais les choses s'annoncent compliquées car le nouveau président de l'institution va être immédiatement confronté à un environnement économique international chamboulé, notamment par les annonces de l'administration Trump.

Outre les droits de douane, certaines décisions affectent directement la BAD puisque les États-Unis veulent supprimer leur contribution d'un demi-milliard de dollars au fonds de la banque, destiné aux pays à faible revenu du continent.

Les autres candidats étaient l'ancien ministre de l'Économie au Sénégal, Amadou Hott. Il était, jusqu'en septembre, l'envoyé spécial du président de la BAD pour l'infrastructure verte en Afrique. Il y avait aussi l'ancien gouverneur de la Banque des États d'Afrique centrale, le Tchadien, Abbas Mahamat Tolli, qui aussi était ministre de l'Économie et des Infrastructures. Côte Afrique australe, le Zambien, Samuel Maimbo tenait la corde : il a été vice-président chargé du Budget à la Banque mondiale. Et la Sud-Africaine Swazi Tshabalala, présentée par Pretoria, important contributeur au sein du capital de la BAD. Seule candidate, elle connaît très bien la BAD, où elle a occupé un poste clé jusqu'en décembre.

Alain Dossou

« PUBLI-REDACTION

LA CÔTE D'IVOIRE PARTICIPE À LA 66^{ÈME} SESSION DU CONSEIL INTERNATIONAL DU SUCRE



L'Organisation Internationale du Sucre (OIS) se réunira à San Jose, au Costa Rica, à l'occasion de la 66^{ème} session du Conseil, du 27 au 31 Mai 2025, et sera présidée par Monsieur Edgar Herrera-Costa Rica.

L'OIS est un organisme intergouvernemental, créé en 1968, pour administrer les différents Accords Internationaux sur le Sucre, dont le dernier en date est l'Accord International de 1992. Son rôle est de promouvoir le commerce et la consommation du sucre, suivre l'évolution du marché sucrier mondial et encadrer les politiques sucrières nationales.

Basée à Londres, l'Organisation Internationale du Sucre compte 89 Etats Membres qui représentent 87% de la production mondiale de sucre, 68% de la consommation mondiale de sucre, 92% des exportations mondiales et 40% des importations mondiales.

La Côte d'Ivoire sera représentée par l'Ambassadeur Aly TOURE, Représentant Permanent de la Côte d'Ivoire auprès des Organisations internationales

des Produits de Base

La Côte d'Ivoire participe de façon active aux réunions de l'OIS, dont elle est membre depuis le 23 mars 1993.

La 66^{ème} session du Conseil devra entendre une communication du Directeur Exécutif relativement aux Etats Membres qui ont obtenu une approbation pour les modifications proposées à l'Accord International sur le sucre de 1992 et la possible adhésion de nouveaux membres, En outre, cette session sera précédée de plusieurs ateliers.

Par ailleurs, le Directeur Exécutif de l'organisation présentera un rapport sur la réunion du comité d'Evaluation du Marché, de la consommation et des statistiques (MECAS).

Fait à Londres le 26 mai 2025

**Service de Communication de la Représentation
Permanente de la Côte d'Ivoire à Londres.**

Reboisement et Protection de la Biodiversité « ENVIRONNEMENT

Roots Wild Foundation lauréat du prix «Africa Business Awards for Lands Restoration»

La 3e édition du forum Africa Qshe (Qualité, Sécurité, Hygiène et Environnement), a consacré la Roots Wild Foundation, lors d'une cérémonie, le 8 mai 2025, à Abidjan Cocody-les Deux-Plateaux. Cette initiative portée par Qualitas Ci sous le thème « Accélérer la transition écologique pour une Afrique résiliente et durable : innovations, stratégies et collaborations » met en lumière les enjeux de la qualité, de la sécurité au travail, de l'hygiène environnementale et de la transition écologique.

L'objectif est d'unir les forces des acteurs publics, des entreprises, des experts techniques, des organisations de la société civile et des partenaires internationaux pour construire un avenir plus durable.

C'est à juste titre que la Roots Wild Foundation a été désignée lauréat Afrique du prix «Africa Business Awards for Lands Restoration», dans la catégorie Reboisement et Protection de la Biodiversité, plus précisément dans le domaine des ressources fauniques. Une distinction accueillie avec beaucoup de fierté par la Fondation. « C'est le cœur rempli d'émotions que nous portons à votre connaissance que la Roots Wild Foundation a été désignée comme lauréat Afrique du prix «Africa Business Awards for Lands Restoration», dans la catégorie Reboisement et Protection de la Biodiversité, plus précisément dans le domaine des ressources fauniques », a réagi le président de Rwf, Bilal Hallal, avant de préciser : « Ce prix est pour nous une grande satisfaction, mais surtout une véritable source de motivation qui renforce notre hargne à continuer ce noble combat, qui est de restaurer, protéger



« Ce prix est pour la fondation, une véritable source de motivation qui renforce notre hargne à continuer ce noble combat, qui est de restaurer, protéger et conserver la biodiversité de notre belle nation, la Côte d'Ivoire », a déclaré le président de Rwf, Bilal Hallal. (Ph : DR)

et conserver la biodiversité de notre belle nation, la Côte d'Ivoire ».

La Fondation dédie son prix au ministre des Eaux et Forêts de Côte d'Ivoire, Laurent Tchagba qui a cru en ses actions « dès le début de cette aventure ».

Engagée dans le reboisement depuis sa création en 2022, la Roots Wild Foundation s'est dis-

tinguée dans la lutte contre la déforestation, la réintroduction d'espèces animales menacées, en partenariat avec des experts en conservation, et l'écotourisme comme moyen de sensibiliser et d'éduquer, tout en préservant les écosystèmes naturels. Ses actions concrètes sur le terrain ont conduit, le 7 juin 2023, à la signature d'une

convention entre l'État de Côte d'Ivoire et la Rwf. Cet accord tripartite implique le ministère des Eaux et Forêts, le ministère du Tourisme et des Loisirs, ainsi que la Rwf.

Cette collaboration résulte de deux années de travail préparatoire. La convention vise à restaurer la Forêt Classée de Monogaga, située dans le département de San Pedro, en mettant en œuvre des mesures de reboisement et en développant des infrastructures écotouristiques de qualité. La fondation a également en concession la Savane de Kani Bandama rouge avec comme objectifs, la sécurisation, la réintroduction, la protection et la conservation des espèces fauniques.

Au total, 21 prix répartis en quatre catégories ont été décernés lors de la soirée.

Le commissaire général du forum, qui s'est achevé le 10 mai, Djibril Michael Secong explique qu'à travers ces distinctions, il entend encourager les entreprises et les lauréats à poursuivre leurs efforts en faveur de la promotion de la qualité.

Jean-Christophe PAGNI



Le président Bilal (au centre) et des membres de Rwf, fiers de présenter le prix «Africa Business Awards for Lands Restoration» (Ph : DR)

CÔTE D'IVOIRE



Côte d'Ivoire / Décès de l'homme d'affaires Zoumana Bakayoko

« HOMMAGE

Du business à la politique, un destin inachevé

L'homme d'affaires est mort le 1er juin à Abidjan à l'âge de 62 ans. Il avait été élu en 2021 député de Séguéla, perpétuant ainsi l'héritage politique du défunt Premier ministre. Un peu plus de quatre ans après son frère cadet, Hamed Bakayoko, Zoumana Bakayoko s'est éteint le 1er juin, à Abidjan, dans un hôpital privé.

Ces derniers mois, les apparitions publiques de l'homme d'affaires, souffrant, se faisaient rares. Il continuait d'aller et venir entre sa résidence de vacances d'Assinie (sud-est) et son domicile des Deux Plateaux, dans la capitale économique, et préparait un voyage en Afrique du Sud, où il disposait d'un solide réseau, afin d'y poursuivre ses soins. Personnalité bien connue en Côte d'Ivoire, figure du business, Zoumana Bakayoko (surnommé « Zoumbak » dans le pays) avait tenté une première incursion en politique en 2011, en se faisant élire député dans le quartier du Plateau, à Abidjan. Mais il n'effectuera qu'un seul mandat à l'Assemblée nationale, de 2011 à 2016, sous la bannière du parti présidentiel, le Rassemblement des Républicains (RDR), l'ancêtre du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP).

Il avait en effet souhaité retourner pleinement à ses affaires et à sa société d'agro-business Agro West Africa (négoce de cacao et de noix de cajou, distribution d'engrais agricoles, agro-business...). En parallèle, il s'était également investi dans des projets immobiliers. Également patron de Citrans (Compagnie ivoirienne des transports lagunaires), fondée en 2014, il avait décroché l'année suivante l'une des concessions du transport lagunaire dans le district d'Abidjan. Il voyait les choses en grand, projetant la réalisation d'un chantier naval pour 50 milliards de Fcfa et la construction de 23 bateaux, avec son partenaire sud-africain Nautic. Il avait également choisi Ixxi, une filiale de la RATP

française, pour son système de billetterie. Mais ce projet n'avait pas vu le jour.

« C'était un serial entrepreneur »

Plus récemment, il prévoyait d'investir dans le port de Douala, au Cameroun, en y construisant une usine de stockage et d'engrais agricoles. *« C'était un serial entrepreneur, mais ses projets ne se développaient pas toujours au rythme souhaité. Il vivait mal d'évoluer dans l'ombre de son frère cadet, qui fut au cœur de ses affaires »*, confie un proche de la famille Bakayoko. Le décès de Zoumana Bakayoko a beaucoup ému dans les rangs du parti au pouvoir, le RHDP. Plusieurs caciques de la formation lui ont rendu hommage, lui qui avait fait son retour en politique trois mois après le décès d'Hamed Bakayoko, en 2021. Il fut désigné candidat du RHDP lors des élections législatives et élu député de la circonscription de Séguéla, le fief familial. Deux ans plus tard, en juillet, il avait par ailleurs été porté à la tête de l'Association des élus et cadres de ce

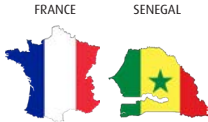
département.

Mais il n'avait pas connu la même ascension que son frère cadet, lequel fut ministre de 2011 à 2020 (Intérieur, Défense), avant d'être nommé Premier ministre à la suite du décès d'Amadou Gon Coulibaly. Lui aussi mécène, il avait par ailleurs mis en place un petit fonds de soutien à la recherche à l'Institut national polytechnique Félix Houphouët-Boigny. Zoumana Bakayoko sera inhumé le 13 juin au caveau familial, à Séguéla.

J.C.PAGNI

Le décès de Zoumana Bakayoko a beaucoup ému dans les rangs du parti au pouvoir, le RHDP.
(Ph : DR)





L'héritage de Léopold Sédar Senghor pose problème...

Un proche de l'héritière de la veuve de Léopold Sédar Senghor, hôtelier de profession, et un expert joaillier parisien – étaient convoqués le 20 mai 2025 au tribunal judiciaire de Caen (Calvados) pour s'expliquer sur leur rôle dans la vente de bijoux et d'objets issus de l'héritage Senghor.

Léopold Sédar Senghor, homme d'État, écrivain et poète sénégalais, a vécu de nombreuses années à Verson, près de Caen, auprès de sa seconde épouse. Lorsque celle-ci décède en 2019, dix-huit ans après son mari, c'est sa sœur qui hérite d'une partie de son patrimoine. Et lorsque cette dernière disparaît à son tour, en 2020, sa dame de compagnie devient propriétaire d'une maison et d'un coffre à la BNP Paribas, à Paris. « Il contenait de nombreux objets, bijoux, montres, pièces, pierres, médailles... » précise en introduction la présidente du tribunal judiciaire de Caen, mardi 20 mai 2025, laquelle a longuement interrogé chacun des prévenus dans ce dossier. L'affaire remonte au 27 juillet 2023, lorsqu'une femme résidant à Gonneville-en-Auge, dans le Calvados, a porté plainte contre l'ex-compagnon de sa fille. Elle avait hérité de la belle-sœur de l'ancien président du Sénégal Léopold Sédar Senghor (1906-2001, président de 1960 à 1980), dont elle était l'auxiliaire de vie. La succession comprenait des biens immobiliers, des tableaux et des bijoux de grande valeur.

Pourquoi une Normande héritait-elle des biens ayant appartenus à l'ancien président du Sénégal ? Tout simplement parce que celui-ci a vécu une partie de sa vie à Verson, petite ville située près de Caen, où sa veuve Colette a vécu jusqu'à sa mort en 2019.



Quels trésors cachent la maison de Léopold Sédar Senghor à Verson ? (Ph : DR)

Malgré leur séparation, elle entretenait de bons rapports avec son gendre, qui lui proposa de l'aider à gérer cet héritage. Elle lui signa une procuration chez un notaire, lui permettant d'accéder aux coffres-forts d'une banque parisienne, mais sans autorisation de vente. Cependant, il outrepassa ses droits en prenant contact avec un expert joaillier, auquel il remit la procuration sans que ce dernier ne la lise attentivement.

Une première vente fut effectuée, et l'argent fut versé sur le compte de la société du gendre, sous prétexte que l'héritière n'avait pas encore ouvert de compte personnel. Une deuxième vente aux enchères

fut programmée, et c'est à ce moment que la propriétaire découvrit la supercherie et porta plainte.

À la barre, le gendre a contesté les faits, affirmant qu'il voulait seulement aider et protéger sa belle-mère, qu'il soupçonnait d'être victime de spoliation de la part de ses filles. L'expert joaillier, âgé de 65 ans, invoqua la confiance professionnelle, déclarant que le gendre lui avait assuré avoir été chargé de vendre les bijoux.

L'avocate de la victime confirma un abus de confiance de la part du gendre, critiquant ses explications incompréhensibles. Elle souligna également la négligence de l'expert joaillier, qui

n'avait pas vérifié la procuration ni le compte de versement. Pour la procureure, ce dossier concernait un abus de confiance flagrant, avec des charges supplémentaires de recel et blanchiment aggravés. Elle requit de fortes amendes.

L'avocat du gendre plaida la relaxe, arguant que son client n'avait pas compris les subtilités de la procuration concernant cet héritage en second rang de succession. L'avocate du joaillier affirma que son client avait agi professionnellement, ignorant les manigances de l'autre prévenu. Le délibéré est attendu pour le 3 juillet 2025.

Marie Inès BIBANG

INSTITUTION INTERNATIONALE »

Firmin Matoko, le Congolais qui veut diriger l'UNESCO

L'Afrique va-t-elle diriger l'UNESCO ? Depuis le 14 mai 2025, en tout cas, le ministre des Affaires étrangères de la République du Congo, Jean-Claude Gakosso, a présenté le candidat de son pays aux diplomates en poste à Brazzaville.

La campagne pour l'élection du nouveau patron de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science, la Culture et la Communication (UNESCO) bat son plein. Au Congo-Brazzaville, la confiance est de mise.

Le ministre congolais a décliné, le 14 mai 2025, les raisons majeures pour lesquelles le choix s'est porté sur ce haut cadre qui a fait l'essentiel de son parcours au sein de cette institution onusienne. L'enjeu était de permettre aux différents chefs de missions diplomatiques et autres représentants des organisations internationales de découvrir le candidat et de s'imprégner de sa vision. « Notre candidat est Firmin Édouard Matoko qui a fait toute sa carrière au sein de cette prestigieuse organisation onusienne pendant plus de trente ans », a indiqué le ministre Jean-Claude Gakosso.

Précisant au passage que son dernier poste avant de se porter candidat est sous-directeur pour la priorité Afrique et des relations extérieures de l'Unesco.

C'est au vu de sa connaissance approfondie des mécanismes de l'institution et de la confiance que lui accorde tant son pays d'origine que les plus hautes instances de l'Unesco font de lui le candidat idéal pour guider l'organisation vers une nouvelle ère de rayonnement mondial. Le ministre a souligné, par ailleurs, que fort du soutien des plus hautes autorités de son pays, la République du Congo, il incarne également l'espoir et



50 ans après l'élection du premier Africain à la tête de l'Unesco, Firmin Édouard Matoko est porteur d'un renouveau ambitieux. (Ph: DR)

la fierté d'une nation qui croit fermement en son potentiel de transformation globale.

De ce fait, sa candidature qui transcende les clivages géopolitiques repose sur un credo : faire plus que jamais de l'Unesco le laboratoire mondial des solutions culturelles aux défis climatiques, technologiques et sociaux.

Fort de l'accompagnement de celles et ceux qui ont bâti l'Unesco moderne, il est le garant d'une transition apaisée vers une ère où culture rime avec résilience. « Respecté par ses pairs, adulé par le Groupe Afrique de l'Unesco, Firmin Édouard Matoko incarne l'alliance parfaite entre expérience, compétence et générosité, qualités dont l'Unesco

a besoin pour continuer à «cultiver notre humanité», dans un monde en perpétuelle évolution, en s'appuyant notamment sur le socle des valeurs puisées dans les valeurs traditionnelles de l'Afrique, son continent d'origine, à l'instar de son illustre prédécesseur, Amadou Mathar M'Bow », a décrit le ministre.

50 ans après l'élection du premier Africain à la tête de l'Unesco, Firmin Édouard Matoko est porteur d'un renouveau ambitieux. Il dispose d'une connaissance exhaustive de l'institution, cristallisée par sa longue et brillante carrière en interne. «Il est donc aujourd'hui l'homme dont l'Unesco a besoin pour lui insuffler un souffle nouveau et continuer à défendre les idéaux

de sa Charte », a-t-il conclu sa présentation.

Le candidat Firmin Édouard Matoko a décliné les trois axes stratégiques de sa campagne, à savoir cerner la réforme institutionnelle qui s'impose ; visiter les grands axes de programmation ; s'attaquer aux grands chantiers, en occurrence ceux concernant les femmes, les jeunes, l'Afrique et le PEID.

Pour rappel l'Égyptien Khaled Ahmed El-Enany Ali (le favori) et la Mexicaine Gabriela Llian Ramos Patino sont les deux autres candidats au poste de directeur général de l'UNESCO en remplacement de Audrey Azoulay.

L'élection est prévue pour fin 2025.

A.D.

Sylvie, femme au volant : itinéraire d'une pionnière des taxis à Kigali

Dans les rues vallonnées de Kigali, une poignée de femmes osent exercer un métier encore largement dominé par les hommes : chauffeur de taxi. Rencontre avec Sylvie, qui roule chaque jour au cœur de la capitale rwandaise, portée par sa passion, sa résilience et une ambition claire : devenir propriétaire de son propre véhicule.

8h00 du matin. Kigali s'éveille sous une brume légère. Sylvie avale rapidement un petit déjeuner fait sans fioriture et file vers Nyabugogo, point névralgique des transports en commun de la capitale. Ce lieu est aussi un des marchés les plus actifs de la ville. C'est là qu'elle commence ses journées, au volant de son taxi appartenant à la société Move dont elle est une salariée. Puis de Convention Center à Gikondo, de Kicukiro à Kimironko, Nyamirambo ou à l'aéroport international, et dans bien d'autres endroits encore, Sylvie arpente quotidiennement les artères de Kigali. Avec sa détermination et ce sourire qui ne la quitte jamais.

Depuis 18 mois, cette jeune célibataire, qui soutient financièrement ses deux parents, sillonne, tournoie dans les rues escarpées de Kigali au gré des appels, des courses improvisées et des embouteillages de l'heure de pointe. Son métier, elle l'aime. Mais il est aussi exigeant et semé d'embûches. Au gré des montées et descente des nombreuses collines de la ville, elle n'a que sa détermination chevillée au corps. Des regards sceptiques, mais aussi des encouragements. Si la clientèle est globalement bienveillante, Sylvie n'oublie pas certains regards surpris, parfois méfiants. « Il y a des passagers qui me demandent si je sais vraiment conduire, d'autres refusent même de monter », raconte-t-elle. Mais elle garde la tête haute. C'est que pour appeler un taxi de sa société, il faut composer un numéro vert. Donc vous ne



Sylvie, la pionnière des taxis à Kigali dans ses œuvres...
(Ph: DR)

savez pas à quel type de conducteur vous aurez à faire. Et lorsque, Sylvie vient se garer devant son client, la stupéfaction est souvent de mise. À l'inverse, elle se souvient aussi de ces clients qui, en descendant de sa voiture, lui glissent des mots gentils, avec de nombreux encouragements, notamment la gent féminine : « Tu rends les femmes fières. » Ces moments-là, dit-elle, « valent toutes les heures passées sur la route ».

Sa journée se compose de courses en centre-ville, de trajets divers et variés, ou de transferts des quartiers populaires vers les zones résidentielles. Parfois, elle travaille tard pour répondre

aux besoins de clients réguliers. Les revenus sont instables, mais suffisants pour faire vivre sa famille, à condition de bien gérer. De 8h à 22h, elle est donc sur le pont, s'octroyant juste quelques minutes de pause méridienne pour grignoter rapidement son déjeuner.

Un métier, une fierté. Malgré la rudesse du métier, Sylvie ne regrette rien. Elle dit avoir gagné en indépendance, en assurance, et surtout en respect. « J'ai appris à négocier, à gérer mon temps, à affirmer ma place. Je suis devenue plus forte. » Elle espère aussi inspirer d'autres femmes à oser. « Il y a de la place pour nous dans tous

les métiers. Ce n'est pas le volant qui décide, c'est la volonté. »

Un rêve : son propre taxi. Son objectif est clair : acheter son propre véhicule d'ici quelques années. Pour cela, elle épargne, petit à petit. « Avoir mon taxi, ce serait la liberté. Ne plus dépendre de personne. Et peut-être, un jour, créer une petite entreprise avec d'autres femmes chauffeurs. » Elle en parle avec fierté, les yeux brillants, malgré la fatigue visible sur son visage.

À Kigali, les femmes dans les métiers du transport restent minoritaires, mais de plus en plus visibles. Le gouvernement, les ONG et certaines coopératives encouragent leur présence dans ce secteur. Sylvie fait partie de celles qui ouvrent la voie et elle en est fière. La célibataire qu'elle est a même fixé une condition à celui qui voudrait s'attacher à elle : « L'homme qui voudra m'aimer, devra aussi accepter mon métier. Sinon, qu'il passe son chemin », dit-elle de sa voix posée mais ferme.

Si seulement moins de 5% de femmes, selon le rapport 2022, de la Rwanda Utilities Regulatory Authority, sont enregistrées comme chauffeurs de taxi, la ville de Kigali s'efforce d'améliorer l'accès des femmes aux métiers dits techniques. Quant à Sylvie, après nous avoir déposés à notre destination, elle repart, heureuse et fière au volant de son véhicule de marque allemande, en quête du prochain client. Brave Sylvie !

Par Malick Daho
Envoyé spécial à Kigali



SOCIÉTÉ »

Yenga, le village qui divise la Guinée et la Sierra Leone

C'est un terrain à la frontière entre la Guinée et la Sierra Leone devenu l'enjeu d'un bras de fer territorial depuis plus de vingt ans. Une incursion de soldats guinéens fin avril a ravivé un vieux litige territorial, hérité de la guerre civile des années 90. Depuis, la tension est redescendue, mais reste palpable malgré les appels au calme.

Le litige autour de Yenga ne date pas d'hier. Ce village stratégique, riche en minerais, est revendiqué par la Guinée et la Sierra Leone depuis plus de vingt ans.

Pendant la guerre civile en Sierra Leone, dans les années 90, Conakry avait envoyé des troupes en soutien à Freetown. Mais les soldats guinéens ne sont jamais réellement repartis.

Aujourd'hui encore, leur présence ravive la colère de la Sierra Leone. Le ministre des Affaires étrangères, Timothy Kabba, dénonce une situation la mauvaise foi des soldats guinéens :

« À chaque fois qu'on engage le dialogue au plus haut niveau, ils acceptent de partir. Mais une



La présence guinéenne à Yenga ravive la colère de la Sierra Leone. (Ph: DR)

fois les diplomates rentrés dans leurs capitales, ils reviennent.

Cette fois, nous mettons la pression maximale. Ils doivent com-

prendre que Yenga appartient à la Sierra Leone et nous allons protéger nos frontières.

Le 28 avril 2025, la tension est montée d'un cran dans la région frontalière de Yenga, à l'est de la Sierra Leone. Des soldats guinéens ont tenté d'entrer dans Sokoma, un village voisin. Des coups de feu tirés en l'air, des civils en fuite : la panique s'est propagée aux villages voisins, jusqu'à Yenga, plus à l'ouest.

Face à cette nouvelle incursion, la Sierra Leone menace de saisir la CEDEAO, l'Union africaine et même la Cour internationale de Justice.

L.T.



Mali

L'extraction artisanale de l'or suspendue

Au Mali, les activités d'extraction artisanale de l'or sont suspendues de juin à la fin du mois de septembre 2025. L'annonce a été faite le 3 juin 2025 par le ministère des mines.

Le Mali a suspendu les activités d'extraction artisanale d'or. Une décision pour des raisons de sécurité, la période concernée étant celle de fortes pluies. Lesquelles provoquent souvent des glissements de terrains qui mettent en péril la vie des travailleurs dans les mines. Un porte-parole du ministère a déclaré que les services météorologiques prévoient de fortes pluies du 15 juin au 30 septembre 2025.

En mars déjà, le gouvernement malien avait suspendu la délivrance de nouveaux permis d'exploitation minière artisanale



Pour des raisons de sécurité, le Mali a suspendu les activités d'extraction artisanale d'or. (Ph: DR)

aux étrangers après plusieurs accidents mortels.

Le Mali fait partie des trois grands producteurs de l'or en Afrique. Sa production artisanale est estimée à environ 30 tonnes d'or par an et représente 6 % de la production annuelle du pays. L'exploitation minière artisanale est une activité courante dans une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, et elle s'est développée ces dernières années en raison de la demande croissante pour ce métal précieux et de la hausse des prix.

Lamine Thiam



Bénin « SOCIÉTÉ

Un couple français arrêté pour avoir acheté un bébé à 1500 euros

Un couple de Français a été condamné au Bénin à un an de prison ferme le 30 mai 2025. Jugés pour fraude à l'adoption, ils ont tenté de quitter le pays avec un nourrisson en falsifiant des documents d'état civil. Les faits se sont déroulés avec la complicité de deux Béninois, dont la mère biologique.

C'est ce qu'on appelle une fraude pour adoption. Un couple de Français a été condamné le vendredi 30 mai 2025 à Cotonou à 36 mois de prison, dont 12 mois ferme, par le tribunal de première instance, rapporte la presse locale. Les prévenus étaient poursuivis pour fausse déclaration de naissance, fausses attestations et sortie illégale de mineur du territoire national.

Présents à une première audience le 2 mai 2025, les deux Français, récemment mariés, étaient jugés aux côtés de deux Béninois : l'intermédiaire et la mère biologique de l'enfant.



Le père biologique aurait disparu après la transaction. (Ph: DR)

Le couple aurait négocié avec les parents biologiques pour obtenir l'enfant à naître par reconnaissance de paternité mensongère, contre la somme d'un million de francs CFA (environ 1 520 €). Le père biologique aurait disparu après la transaction. L'ancienne employée municipale et son époux, autoentrepreneur, ont ensuite entrepris les démarches pour faire établir un acte de naissance et un passeport.

Mais au moment de quitter le pays, le couple a été interpellé, après un signalement du père de la femme française.

Rejetant les accusations de trafic, les Français ont mis en avant le

souhait d'« offrir une chance à un enfant et de lui éviter la misère de la rue ». Mais le ministère public a considéré qu'il s'agissait d'une tentative de traite d'enfant « habilement déguisée en acte humanitaire ».

En plus de la peine de prison, les Français devront payer une amende d'un million de francs CFA et ne pourront pas quitter le Bénin pendant cinq ans. La peine infligée à la mère biologique n'a pas été précisée. L'agent municipal impliqué dans la falsification des documents a été jugé séparément.

M.I.B.



Sénégal

Le fils de Macky Sall dans les mailles de la justice

Les ennuis judiciaires se poursuivent pour les proches de l'ancien président sénégalais Macky Sall. Amadou Sall, le fils aîné de ce dernier, est cité dans une affaire de transfert de fonds douteux et convoqué par justice.

Le Sénégal retient son souffle. Amadou Sall aura-t-il le même destin que Karim Wade ? Possible... Le fils de l'ancien président Macky Sall a été cité dans une affaire de transfert de fonds douteux. Amadou Sall a été convoqué par la justice du Sénégal pour une affaire présumée portant sur 10 milliards de francs CFA.

Dans les faits, la justice sénégalaise remonte à Ndèye Seynabou Ndiaye déjà en prison. Convoquée au Pool judiciaire financier (PJF) le jeudi 8 mai 2025, la gérante de Woodrose Investment a été placée sous mandat de dépôt par le juge d'instruction pour complicité d'escroquerie sur des deniers publics portant sur 31 milliards de francs CFA. Woodrose Investment est une société qui

appartiendrait à Farba Ngom et serait liée à Amadou Sall, fils de l'ancien Président Macky Sall.

Rappelons que Ndèye Seynabou Ndiaye est soupçonnée par le parquet financier, qui avait requis son placement sous mandat de dépôt, d'avoir transmis une procuration à Amadou Sall pour la gestion d'un compte qu'elle contrôlait à la NSIA et par lequel une transaction suspecte de 10 milliards de francs CFA a été effectuée.

Le fils de Macky Sall serait soupçonné d'être le véritable propriétaire de cette société.

Ndèye Seynabou Ndiaye, pour sa part, conteste avoir adressé une procuration à Amadou Sall. Elle jure que sa signature a été imitée.

Amadou Sall était convoqué en

même temps que Ndèye Seynabou Ndiaye, le 8 mai 2025. Mais le fils de Macky Sall n'a pas répondu à l'appel du PJF. Il aurait été localisé aux États-Unis.

Le président de la République Bassirou Diomaye Faye a déjà publiquement soutenu que « l'ancien président Macky Sall s'est livré à des manigances ». Une occasion de déduire qu'il s'agit de « viser Macky Sall en passant par son fils ? Plausible. »

« Cité dans le rapport de la Cour des comptes, accusé de haute trahison et tant d'autres accusations... Macky Sall n'est toujours pas inquiété. Donc il ne reste qu'à déclencher une procédure judiciaire contre son fils », ajoute le chroniqueur Badara Badiaga dans une analyse politique.

Lamine Thiam



Le fils aîné de Macky Sall a été cité dans une affaire de transfert de fonds douteux. (Ph: DR)



SPORT » Espagne

Inaki Williams sur le toit de la Liga

La Liga EA SPORTS a remis, le 26 mai 2025, à Iñaki Williams le trophée SPORTY LaLiga MVP, qui distingue le meilleur joueur africain du championnat. Une consécration pour l'attaquant ghanéen de l'Athletic Club qui devient le premier footballeur à conserver cette distinction deux saisons consécutives, confirmant son statut unique dans le paysage ibérique.

En Espagne, le chef se nomme Inaki Williams ! Avec 32 % des suffrages exprimés, l'international ghanéen a largement devancé ses poursuivants. Le Sénégalais Pape Gueye, milieu offensif de Villarreal, a recueilli 12 % des votes, tandis que le défenseur camerounais Enzo Boyomo d'Osasuna complète le podium avec 10 %. Cette avance confortable témoigne de l'unanimité qui entoure la saison exceptionnelle du natif de Bilbao.

Au-delà des chiffres, 6 buts et 8 passes décisives en 35 matches de championnat, c'est l'influence globale d'Iñaki Williams qui a séduit les observateurs. Dans un vestiaire de l'Athletic où la tradition côtoie l'ambition moderne, l'ancien international espagnol s'est imposé comme un véritable patron, capable d'élever le niveau collectif par sa seule présence.

Cette reconnaissance individuelle s'inscrit dans la renaissance de l'Athletic Club. Sous la houlette d'Ernesto Valverde, Bilbao a terminé à la quatrième place du championnat avec 70 points, son meilleur classement depuis la saison 2013-2014. Ce rang synonyme de qualification directe pour la Ligue des champions marque le retour du club basque parmi l'élite européenne, une perspective qui n'avait plus été offerte aux supporters de San Mamés depuis trop longtemps.

« Un prix comme celui-ci signi-



Iñaki Williams reste une valeur sûre du football ghanéen. (Ph : DR)

fie toujours que vous êtes sur la bonne voie, réagit l'attaquant de l'Athletic Bilbao. Je suis très heureux et fier de l'avoir remporté deux années de suite. J'espère pouvoir décrocher une troisième. Sachant que LaLiga a toujours compté des joueurs africains ou issus de l'immigration africaine, c'est un véritable honneur de pouvoir représenter nos racines d'une certaine manière, de donner de la visibilité dans un Championnat aussi spécial, qui a toujours été suivi. C'est magnifique pour les jeunes à travers l'Afrique. Je suis vraiment heureux. J'espère que les joueurs africains continueront à

avoir un impact en LaLiga, car nous faisons tous du bon travail».

Williams s'est révélé être la colonne vertébrale de cette équipe redevenue compétitive. Le joueur de 30 ans incarne parfaitement la philosophie du club : enracinement local et ambitions internationales.

Maintenant, l'exercice 2025-26 s'annonce passionnant pour Iñaki Williams. Entre la Ligue des champions retrouvée avec l'Athletic Bilbao et la CAN 2025 au Maroc avec le Ghana, le calendrier promet d'être chargé.

GFY

DOPAGE »

Angers



Ibrahima Niane suspendu pour consommation de drogues

Ibrahima Niane, attaquant sénégalais d'Angers en Ligue 1, a été suspendu deux ans par l'Agence française de lutte contre le dopage. L'ancien espoir du foot sénégalais a été contrôlé positif à l'ecstasy et à la MDMA.

Coup d'arrêt pour l'espoir sénégalais ! Jusqu'au 31 mars 2027, Ibrahima Niane ne pourra pas jouer au football et «participer, à quelque titre que ce soit, à une compétition» professionnelle, mais aussi à «toute activité, y compris les entraînements, stages ou exhibitions».

Le footballeur sénégalais a été en effet suspendu pour deux ans pour dopage par l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD). Une sanction qui tombe au moment même où l'attaquant est en fin de contrat ce 30 juin 2025 avec le club d'Angers maintenu en Ligue 1. Épinglé après un contrôle positif à l'ecstasy et à une drogue de synthèse nommée la MDMA qui daterait d'il y a près de deux ans et demi, Ibrahima Niane n'a pas pu se justifier face à l'AFLD.

À 26 ans, c'est un véritable coup dur pour l'ex-espoir du football sénégalais qui n'a jamais su franchir le palier qui l'aurait mené plus haut, là où bien des observateurs le voyaient.

Depuis le 27 avril 2025 déjà, l'attaquant est écarté du

CAMEROUN



Cameroun « SPORT

Al-Ettifaq libère Karl Toko Ekambi

Al-Ettifaq a officiellement annoncé le départ de Karl Toko Ekambi. Le Camerounais avait rejoint le club saoudien à l'hiver 2024, après six mois passés du côté d'Abha.



Avec cette suspension, l'horizon du joueur, rentré au Sénégal pour les vacances, s'obscurcit véritablement. (Ph : DR)

groupe après avoir asséné un mauvais tackle à un partenaire à l'entraînement. Un geste qui avait précédé une discussion musclée avec son entraîneur Alexandre Dujeux. Pire, Depuis, le joueur n'est pas réapparu dans le groupe angevin. Le joueur ne serait même plus à Angers, mais au Sénégal, « pour régler des affaires personnelles, avec l'aval du club », explique-t-on dans l'entourage de l'attaquant.

Formé à l'Académie Génération Foot, Ibrahima Niane s'était révélé en terminant meilleur buteur de la Ligue 1 sénégalaise, inscrivant 19 buts en 18 matches et permettant à son club de décrocher le titre de champion du Sénégal en 2017. Dans la foulée, il arrive à Metz à 18 ans, précédé d'une flatteuse réputation de buteur. S'il ne peut rien contre la relégation de l'équipe lorraine en Ligue 2, il contribue grandement au retour du club mosellan en Ligue 1 l'année suivante.

Guy-Florentin Yameogo



Rien n'a encore filtré sur la prochaine destination de Karl Toko Ekambi. (Ph : DR)

« **N**otre joueur, Ekambi, merci pour tout », peut-on lire dans le message sobre publié sur X par le club saoudien d'Al-Ettifaq. En effet, l'aventure saoudienne ne sait pas passée comme prévu pour l'international camerounais maintenant retraité... Karl Toko Ekambi. Il s'est contenté de statistiques assez timides avec un seul but et de deux passes décisives en 24 apparitions. Le natif de Paris n'a jamais vraiment réussi à trouver sa place et son

club a annoncé son départ. L'ancien lyonnais est donc libre de tout contrat cet été et va devoir trouver un nouveau club. Malgré des dernières saisons décevantes, il garde une belle côte sur le marché et devrait trouver une aventure assez facilement. Reste désormais à voir où rebondira l'avant-centre de 32 ans, qui garde une belle cote après ses multiples expériences en Europe, notamment à l'OL et à Villarreal.

Karl Toko-Ekambi doit faire un

choix crucial pour la suite de sa carrière. Un retour en Europe lui permettrait de retrouver un cadre plus familial et un championnat plus compétitif. Évalué à 3 millions d'euros, il garde une expérience intéressante.

Une chose est sûre, des clubs de MLS et de Ligue 1 surveillent sa situation de près. Parmi eux, le Paris FC, son club formateur, envisagerait de le rapatrier en cas de montée dans l'élite française.

GFY

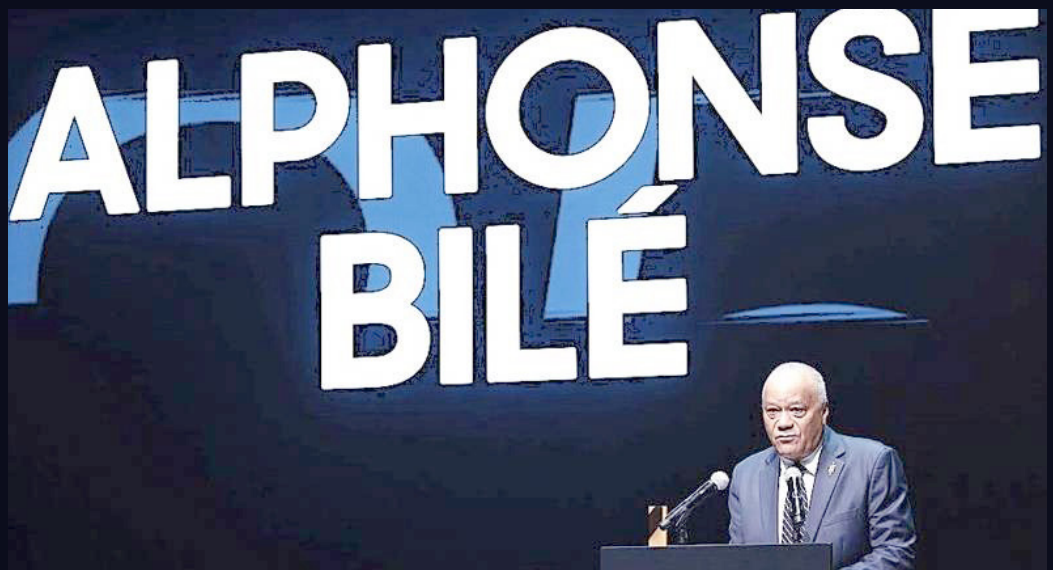
SPORT » FIBA



L'Ivoirien **Alphonse Bilé** au FIBA Hall Of Fame

Le 17 mai 2025, lors d'une cérémonie émouvante à Bahreïn en marge du Congrès de mi-mandat de la FIBA, le Dr Alphonse Bilé a été officiellement intronisé au prestigieux FIBA Hall of Fame, devenant ainsi le premier Ivoirien à rejoindre ce panthéon mondial du basketball.

Capitaine emblématique de l'équipe nationale de Côte d'Ivoire de 1976 à 1984, Alphonse Bilé a marqué l'histoire du basketball africain. Sous sa direction, les Éléphants ont remporté leur premier titre au FIBA Afrobasket en 1981 à Mogadiscio, ce qui a conduit à leur première participation à la Coupe du Monde FIBA en 1982. En 1985, en tant que sélectionneur, il a mené l'équipe à un deuxième sacre continental à domicile, consolidant ainsi la place de la Côte d'Ivoire parmi les meilleures nations africaines du basketball. À ce jour, celui que



ses coéquipiers surnommaient « Somebody » est le seul Africain à avoir remporté un Afrobasket en tant que joueur et en tant que sélectionneur principal.

Un bâtisseur visionnaire pour l'Afrique

Au-delà de ses exploits sur le terrain, le Dr Alphonse Bilé a joué un rôle crucial dans le développement du basketball en Afrique. Président de la Fédération Ivoirienne de Basketball de 1994 à 2001, il a modernisé les structures nationales. En 2001, il est devenu secrétaire général de FIBA Afrique, transformant l'organisation en une institution dynamique avec un siège moderne à Abidjan, renforçant ainsi la visibilité et la reconnaissance du basketball africain sur la scène internationale.

Sous sa vision, le basketball



Basket-Ball « SPORT

La Côte d'Ivoire se renforce avec Pacôme Dadiet

Après plusieurs mois de démarches, Pacôme Dadiet des New-York Knicks a été appelé pour la première fois par la sélection ivoirienne de basket-ball. L'international espoir français rejoint son frère Maxence Dadiet chez les Eléphants.

C'est officiel ! Pacôme Dadiet (2,03 m) se dessine une carrière internationale avec la Côte d'Ivoire, d'où il tient des origines de son père. L'ailier fort rejoint surtout chez les Eléphants basketteurs son frère Maxence Dadiet, cadre de la sélection ivoirienne. La fratrie Dadiet se retrouve donc sous les couleurs ivoiriennes...

Pacôme Dadiet, natif d'Aubagne, a renouvelé son passeport ivoirien à la mi-février, alors que la Fédération ivoirienne de basket-ball ne cachait pas son intérêt pour le joueur.

La Côte d'Ivoire faisait les yeux doux depuis plusieurs mois au vainqueur des European Challengers U16 en 2021, puis médaillé de bronze de la Coupe du monde 2022 avec les Bleuets.

Les sélectionneurs de la Côte d'Ivoire, Naxto Lezcano et Mi-

quel Hoyo bénéficient désormais de joueurs binationaux aussi expérimentés que référencés tels que Jean-François Kébé, Vafessa Fofana, Bali Coulibaly, Cédric Bah ou encore Jean-Philippe Dally. À cette légion française, il faut ajouter Junior Ouattara du Stade Toulousain, Karl Randell Kouamé-Zézé du Paris Basket-ball ou encore Kevin Amara Koné de Caen. Et lorsqu'on ajoute à tout ce beau monde l'intérieur des Los Angeles Clippers Mo Bamba. Le prochain Afrobasket 2025 en Angola s'annonce en tout cas très relevé, avec une sélection ivoirienne renforcée. On annonce déjà du côté d'Abidjan plusieurs stages aussi bien en France qu'en Espagne avec le meilleur groupe possible. Objectif affiché, ramener un premier titre continental.

GFY



La Côte d'Ivoire espère remporter son premier Afrobasket avec Pacôme Dadiet. (Ph : DR)



africain s'est enrichi de nombreuses compétitions de premier plan. Les compétitions de clubs sont d'un meilleur niveau, à la fois organisationnel et sportif. Bilé est celui qui a aussi contribué grandement au partenariat FIBA-NBA pour créer la Basketball Africa League, la BAL, cette compétition des clubs champions africains dont la renommée commence à dépasser les frontières du continent.

Une reconnaissance méritée

La nomination du Dr Bilé au FIBA Hall of Fame a suscité une immense fierté en Côte d'Ivoire. Le ministre délégué auprès du Premier ministre en charge des Sports, Adjé Silas Metch, a exprimé la reconnaissance du gouvernement : « Personnellement, je ne suis pas surpris. À l'époque, nous l'appelions "le Magicien" pour sa dextérité et son adresse hors pair. Cette nomination honore toute la nation ». Mais

au-delà de la Côte d'Ivoire, l'intronisation du Dr Alphonse Bilé au panthéon du basket-ball mondial est un insigne honneur pour toute l'Afrique.

Un héritage durable

Aujourd'hui âgé de 74 ans, le Dr Bilé continue de contribuer au développement du basket-ball en tant que directeur régional Afrique de la FIBA. Il nourrit le projet ambitieux de créer une académie mondiale à Abidjan pour former la prochaine génération de talents africains, perpétuant ainsi son engagement envers le sport et la jeunesse.

L'intronisation du Dr Alphonse Bilé au FIBA Hall of Fame est une reconnaissance de son immense contribution au basket-ball africain et mondial. Son parcours exemplaire inspire les générations futures et symbolise l'ascension du basket-ball africain sur la scène internationale.

Malick Daho



SPORT » Football : Vainqueur de la Ligue des champions CAF 2025

Pyramids FC, l'ascension fulgurante des nouveaux rois d'Afrique



Pyramids FC rejoint le cercle fermé des clubs égyptiens sacrés en Ligue des champions, aux côtés d'Al Ahly, Zamalek et Ismaily. (Ph : DR)

Le 1er juin 2025, à domicile, devant un stade en fusion, Pyramids FC est entré dans l'histoire du football africain en renversant Mamelodi Sundowns (2-1), décrochant ainsi sa première Ligue des champions CAF. Un exploit monumental pour un club fondé seulement en 2008. La victoire de Pyramids a suscité un vaste élan de fierté dans tout le pays. À commencer par le président Abdel Fattah al-Sissi, qui a salué un « moment de fierté pour le sport égyptien ».

(Photo : Pyramids FC rejoint le cercle fermé des clubs égyptiens sacrés en Ligue des champions, aux côtés d'Al Ahly, Zamalek et Ismaily)

Sur sa page Facebook officielle, le chef de l'État n'a pas tardé à réagir après le sacre inédit du club cairote : « J'adresse mes plus sincères félicitations à l'équipe de Pyramids FC ainsi qu'aux amateurs de sport égyptiens pour cette victoire historique en Ligue des champions africaine, la première de son

histoire ». Une reconnaissance qui va bien au-delà d'un simple exploit footballistique : « Cette victoire incarne l'esprit de détermination et de persévérance qui caractérise le sport égyptien. Elle confirme la capacité de nos clubs à rivaliser au plus haut niveau continental et international. »

Longtemps perçus comme des « nouveaux riches » du football égyptien, les hommes de Krunoslav Jurčić ont fait taire les sceptiques. Avec 24 buts marqués et seulement 11 encaissés, ils ont dominé les débats tout au long du tournoi, portés par des individualités fortes comme Fiston Mayele, Ibrahim Adel, Blati Touré, Ramadan Sobhi ou encore Walid El Karti.

SOLIDES DÈS L'ENTAME

Placés dans le groupe D aux côtés de l'Espérance de Tunis, Sagrada Esperança et Djoliba AC, les Égyptiens ont terminé deuxième avec 13 points, à égalité avec l'Espérance mais avec une meilleure différence de buts

(+10). Leur seul revers ? Un déplacement mal négocié à Radès (0-2) face aux Tunisiens. Un accroch sans conséquence. Le 1er avril au Caire, Pyramids frappe fort : victoire 4-1 contre l'AS FAR, avec des doublés signés Mayele et Adel. Mais le retour à Oujda, privé de plusieurs cadres blessés, tourne au match piège : défaite 0-2, qualification acquise de justesse, dans la douleur. Un avertissement sans frais. Après un 0-0 frustrant en Afrique du Sud, la pression était immense au retour. Devant leur public, les Égyptiens s'imposent 3-2, grâce à un doublé de Mayele, dont un but libérateur à la 84e minute. Un match tendu, une victoire au caractère.

PYRAMIDS FAIT TOMBER LE GÉANT SUNDOWNS

Face à Mamelodi Sundowns, habitué des grandes joutes africaines, Pyramids a fait preuve de sang-froid. À l'aller à Pretoria (1-1), El Karti arrache l'égalisation dans le temps additionnel. Au retour, Mayele et Ahmed Samy

scellent la victoire (2-1), malgré un dernier quart d'heure sous haute tension. Le Stade du 30 Juin exulte, Pyramids est champion. Ce sacre vient consacrer un projet ambitieux lancé moins de vingt ans plus tôt. En s'installant au sommet du football africain, Pyramids FC envoie un signal fort : la hiérarchie bouge. Derrière cette réussite, un effectif dense, une tactique solide, et un entraîneur, Krunoslav Jurčić, qui a su transformer une équipe ambitieuse en machine de guerre. En cinq finales entre Égyptiens et Sud-Africains, le pays des pyramides l'a emporté à trois reprises : Al Ahly en 2001 contre Sundowns, face à Orlando Pirates en 2013 et devant Kaizer Chiefs en 2021.

PYRAMIDS FC REJOINT LE CERCLE FERMÉ

La récompense est immense. Outre le trophée, Pyramids disputera la Supercoupe CAF 2025 face à la RS Berkane, puis la Coupe Intercontinentale 2025 contre le vainqueur d'Auckland City- Al-Ahly Jeddah. Et surtout, le club devient le premier qualifié africain pour la Coupe du monde des clubs FIFA 2029, version élargie. Seul Al Ahly avait jusque-là réussi à décrocher ce billet depuis l'Égypte.

Avec ce titre, Pyramids FC rejoint le cercle fermé des clubs égyptiens sacrés en Ligue des champions, aux côtés d'Al Ahly, Zamalek et Ismaily. En ajoutant Arab Contractors, vainqueur en 1993 de la défunte Coupe des vainqueurs de coupe, l'Égypte compte désormais cinq clubs différents à avoir soulevé un trophée continental. Et avec 19 titres cumulés en Ligue des Champions, le pays consolide sa domination sur le football africain.

J.C. PAGNI



Cinéma (Festival de Cannes) « CULTURE

Nollywood célébré sur la Croisette

Le 78e Festival de Cannes (13-24 mai 2025) a accueilli cette année son premier film nigérian en sélection officielle, «My Father's Shadow», un long-métrage tourné à Lagos, capitale du pays le plus peuplé d'Afrique. Le long métrage a reçu la mention spéciale de la Caméra d'or à Cannes. Une vitrine pour le cinéma du Nigeria, Nollywood, parmi les plus prolifiques au monde, en quête de nouveaux marchés à l'international.



Akinola Davies Jr, réalisateur de «My Father's Shadow», premier film nigérian en sélection officielle au Festival de Cannes. (Ph : DR)

Le cinéma nigérian a passé un nouveau cap à Cannes. Le festival de cinéma le plus prestigieux du monde a accueilli pour la toute première fois en sélection officielle une œuvre du Nigeria, un pays à la production cinématographique foisonnante. L'industrie nigériane du cinéma, baptisée Nollywood, n'avait en effet jamais réussi à briser le plafond de verre cannois. C'est désormais chose faite avec «My Father's Shadow» ('L'ombre de mon père'), du réalisateur Akinola Davies Jr, sélectionné dans la catégorie «Un certain regard» du Festival de Cannes, dédiée au cinéma émergent.

Pour un coup d'essai, ce fut un coup de maître puisque le long métrage a reçu la mention spéciale de la Caméra d'or à Cannes. Cette sélection représente un honneur pour le cinéaste nigérian Akinola Davies Jr., qui a encore du mal à y croire. «J'entendais toujours parler de Cannes en grandissant et me retrouver ici avec mon premier film dans le festival le plus prestigieux du monde, c'est un peu surréaliste. Être le premier film nigérian sélectionné à Cannes est aussi quelque chose de très spécial», explique-t-il. «My Father's Shadow» raconte l'épopée touchante d'un père et de ses deux fils dans la ca-

pitale Lagos alors que grondent les prémices d'une grave crise politique au début des années 90. À travers cette histoire, le réalisateur et son frère Wales Davies, auteur du scénario, qui ont perdu leur père en étant jeunes, ont voulu questionner la notion de l'absence. «Au Nigeria, l'homme doit subvenir aux besoins de la famille ce qui implique qu'il soit absent car il doit travailler constamment, parfois loin, pour nourrir les siens», explique le cinéaste. «Nous avons voulu creuser cette question : qu'est ce qui est le plus important ? Cette quête effrénée ou passer plus de temps avec ceux que l'on aime ?»

Le réalisateur nigérian, qui a grandi entre l'Angleterre, où il vit aujourd'hui, et son pays d'origine, a tourné son film sur six semaines, notamment à Lagos, ville la plus densément peuplée d'Afrique. Avec environ 2 500 films réalisés chaque année, la production cinématographique nigériane est la deuxième plus importante du globe derrière l'Inde, loin devant les États-Unis et leurs quelque 600 longs-métrages par an. Des films produits pour la plupart rapidement, avec de petits budgets et une identité culturelle forte axée sur la réalité quotidienne des Nigériens.

M.I.B.

GASTRONOMIE » NGOULOU MU MAKOU BOUILLON DE PORC AUX PLANTAINS

Préparation 20 mn

Cuisson 55 mn

Difficulté *

Pour 4 Personnes

INGREDIENTS

1 kg de viande de porc
1 grosse tomate fraîche
2 oignons

3 gousses d'ail
½ poivron vert
1 piment rouge frais
(pour parfumer)

3 cuillères à soupe de poudre de
crevettes séchées
2 feuilles de laurier
4 bananes plantains pas trop mûres

1 cube de bouillon (épices-oignons)
3 cuillères à soupe d'huile
Sel, poivre



PRÉPARATION

Demandez à votre boucher un morceau (1kg) de viande de porc (dans les côtes). Coupez le porc en morceaux que vous lavez, réservez dans une casserole. Salez, poivrez puis mettez-les à cuire dans un fond d'eau 10 mn.

Épluchez, lavez et mixer les oignons. Réservez. Pelez les gousses d'ail et la tomate. Épépinez et lavez la moitié d'un poivron vert. Mixez ensemble l'ail, la tomate fraîche et le poivron. Réservez.

Ajoutez à la viande les oignons mixés ainsi que le mélange ail, poivron vert, tomate fraîche, le piment rouge, la poudre de crevettes séchées, les feuilles de laurier, le cube de bouillon, l'huile couvrez d'eau puis laissez cuire à couvert et à feu moyen pendant

25 mn en remuant de temps en temps.

Épluchez, lavez puis coupez les bananes plantains en gros morceaux, ajoutez-les à la préparation et laissez cuire encore environ 20 à mn.

Servez bien chaud.

De vous à moi
Recette traditionnelle du sud de la république du Congo. Cette variante est plus élaborée que la recette d'origine qui est moins épicée mais tout aussi bonne. Bien sûr d'autre viande peuvent convenir pour ceux qui ne mangent pas de porc. On retrouve ce plat également au Cameroun.

Bon appétit.

Danielle EBENGU

Ph: DR

LE NUMÉRO 624 D'AMINA mag EST EN KIOSQUE



À L'HONNEUR DE CE NUMÉRO, LA REINE OLORI ATUWATSE II DU ROYAUME WARRI (NIGERIA) QUI CONJUGUE TRADITION ET INNOVATION, SPIRITUALITÉ ET ENGAGEMENT SOCIAL.

RETROUVEZ DES TÉMOIGNAGES À L'INSTAR DE CELUI DE FATOU TAHA KANE, QUI RACONTE LE DEUIL PÉRINATAL, NADÈGE SANOU ET SON ROMAN SUR LE HANDICAP, DIANE OBAM ET LE COMBAT DE GUINÉENNES DOMESTIQUES POUR LEURS DROITS. AMINA MAG FAIT LA PART BELLE À LA CULTURE AVEC DJAÏLI AMADOU AMAL, SHANICE MENDY ET ESTELLE SARAH BULLE. DÉCOUVREZ LES ARTISTES PEINTRES ALISON BIGNON ET ANNA JOFFO. ON SE DONNE RENDEZ-VOUS POUR ALLER VOIR FADILY CAMARA ET FATOU-MATA DIAWARA. AU SOMMAIRE ÉGALEMENT, AWA LY, BELINDA DAVIDS, JAVA CRISTAL ET KIM QUI NOUS FONT VOYAGER DANS LEUR UNIVERS. DÉCOUVREZ JOELLE EDEDEGHE NDONG, DOMINGAS MAZIETELE BAKOSA, VANESSA NGUEMA ET LE DR KOFFI MARIE BIENVENUE.

SANS OUBLIER NOS HOMMES : KEVI DONAT QUI NOUS EMMÈNE À LA DÉCOUVERTE DE SON PARIS NOIR, LE CHORÉGRAPHE ET DANSEUR FOUAD BOUSSOUAF, THOMAS MONDO, L'ÂME DU BLACK LUXURY ET SILAMAKA SOUKOUNA ALIAS SILAX QUI NOUS RÉGALE DE SES DOUCEURS.

Retrouvez votre magazine chez votre marchand de journaux ou abonnez-vous via notre site :

<https://www.aminamag.com>

Pour tout contact : redaction@amina-mag.com

COMMUNIQUER - S'INFORMER
VISIBILITE OPTIMALE - IMPORTANTE DIFFUSION

DIASPORAS
 news
 LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Premier Magazine
GRATUIT

Rejoignez-nous !

Flashez-moi



ABONNEMENT

☒ Oui, je reçois **Diasporas-News** magazine pour 30€ par an.

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

E-mail _____

Tél. _____

• Je ne paie que les frais d'envoi et de gestion : 30€ (France métropolitaine).

• Abonnement annuel pour recevoir 11 numéros par voie postale.

• Je règle par chèque bancaire ou postal ci-joint à l'ordre de DCS Group

En application de la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant, en vous adressant au service des abonnements.

Date _____

Signature _____

A retourner avec votre règlement à l'ordre de
DCS Group - 39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES



Recevoir
directement
votre magazine
chez vous

Restez informé

LA MEILLEURE SOLUTION POUR TOUTES VOS PUBLICITES



Disponible dans les grandes villes de France : Paris, Marseille, Lyon, Tours, Nice, Bordeaux, Lille, Le Havre, Nantes...

Ambassades, consulats, grandes institutions, associations, grands événements, restaurants, salons de coiffure, agences de voyages, lieux de transit (gares et aéroports).

Diffusion : 100 000 exemplaires

DIASPORAS-NEWS

39, Rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - FRANCE

CONTACT : Tél. +339 50 78 43 66 OU +336 34 56 53 57 / E-mail : contact@diasporas-news.com - WWW.DIASPORAS-NEWS.COM

RETROUVEZ DIASPORAS-NEWS SUR FACEBOOK

DIASPORAS

news

LA RÉFÉRENCE AFRO-CARIBÉENNE

Le Premier Magazine Mensuel

GRATUIT

des diasporas afro-caribéennes en France

Perspectives d'évolution vers d'autres pays

Une version électronique du magazine en PDF
est accessible à travers le monde sur www.diasporas-news.com

Concept éditorial

Offrir une information synthétique, claire et accessible.

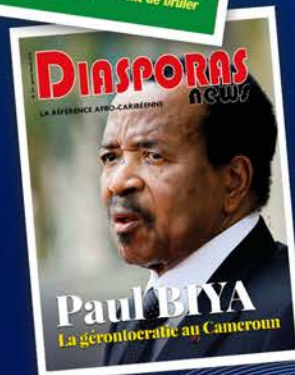
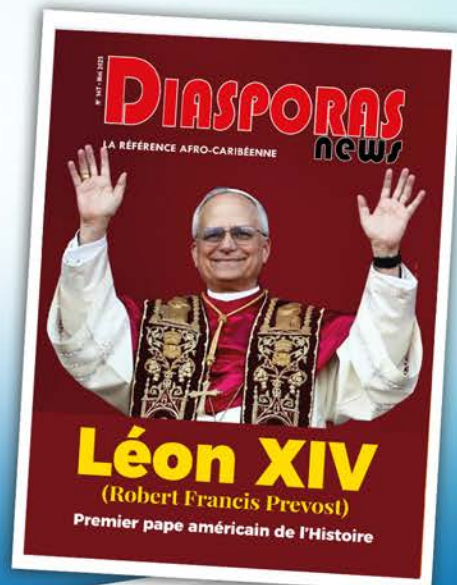
Créer une plateforme d'échanges, d'expression et d'interactions
des diasporas avec leur environnement d'émigration.

Choix du gratuit

Conquérir un public plus large et éloigné du marché de l'information payante
mais disposant d'un pouvoir d'achat conséquent pour les annonceurs.

Valeur ajoutée

Offrir une visibilité optimale aux annonceurs avec un contenu rédactionnel innovant
dont la vocation est de rendre l'information accessible à tous et de fédérer des individus
d'ici et d'ailleurs autour du concept de la civilisation de l'Universel.



Pour tout renseignement

 DIASPORAS-NEWS

39, rue Félix Faure - 92700 COLOMBES - France

www.diasporas-news.com / contact@diasporas-news.com

Bur : +339 50 78 43 66 / Mob : +336 34 56 53 57 / Fax : +339 55 78 43 66

100 000
exemplaires